

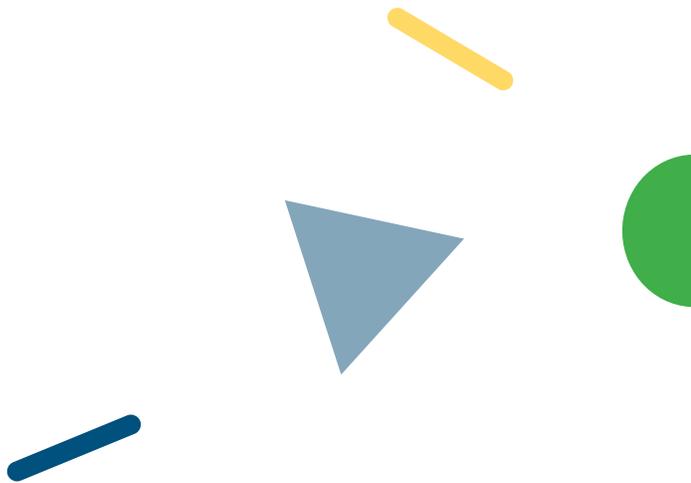
RAPSIM

Réseau d'aide aux personnes seules
et itinérantes de Montréal



Bilan des activités

2018–2019



CRÉDITS

Bilan des activités 2018-2019

Réseau d'aide aux personnes seules et itinérantes de Montréal (RAPSIM)

rapsim.org

Mai 2019

Rédaction: Nadia Lemieux

Correction: Pierre Gaudreau, Guillaume Legault et Alice Lepetit

Graphisme: Laurence Pilon



Mot du président **5**

Des enjeux importants de l'année **6**

Introduction **7**

Pour une approche globale dans la lutte à l'itinérance 8

Une pluralité d'actions en réponse à une diversité de besoins

Politique en itinérance 9

Des moyens nécessaires à son déploiement

Plan d'action intersectoriel 11

Le déploiement régional de la Politique en itinérance

Dénombrément et deuxième portrait de l'itinérance 13

Un deuxième polaroid imparfait de l'itinérance

Vers un chez soi 15

Pour une approche globale, communautaire et des fonds suffisants pour Montréal

Pauvreté 18

Un revenu décent pour toutes et tous

Logement 20

Pour du soutien communautaire en logement social
Pour la sauvegarde des maisons de chambres

Programme de soutien aux organismes communautaires (PSOC) 25

Pour un soutien adéquat à la mission des organismes

Réseau SOLIDARITÉ Itinérance du Québec (RSIQ) 27

20 ans d'actions

Services d'hébergement d'urgence (SHU) et Wet services 28

Pour des services d'hébergement suffisants et adaptés

Des étapes franchies pour l'implantation de *wet services*

Santé 31

Pour des soins de santé accessibles et adaptés

Itinérance des femmes 34

Une invisibilité qui demeure

Ville de Montréal 37

Déploiement du Plan d'action montréalais en itinérance

Politique de reconnaissance et de soutien des organismes communautaires de la Ville

Cohabitation sociale et judiciarisation 40

En défense du droit de cité

Communications et diffusion de l'information 42

Vie associative 44

Conseil d'administration : Un rôle central

Équipe de travail : Au cœur de l'action

Syndicalisation au RAPSIM

Membership : Deux nouvelles adhésions

Espace Fullum

Annexes

Annexe 1 – Membres **50**

Annexe 2 – Comité directeur montréalais du plan d'action interministériel en itinérance **52**

Annexe 3 – Composition de l'Opération

Droits Devant (ODD) **53**

Annexe 4 – Membres du Comité Logement du RAPSIM **53**

Annexe 5 – Membres du Comité Droit au revenu du RAPSIM **54**

Annexe 6 – Délégations et participation du RAPSIM et de ses membres **54**

Annexe 7 – Couverture médiatique du RAPSIM **55**

Annexe 8 – Chroniques dans L'Itinéraire **57**

Annexe 9 – Liste des sigles et abréviations **58**

CRÉDITS PHOTOS

| | | |
|---|--|-----------------------------------|
| Le RAPSIM à la Nuit des sans abri en 2018 | Crédit photo : Charlotte Gaudreau-Majeau | 1 ^{ère} de couverture |
| Martin Pagé, Président du conseil d'administration du RAPSIM lors d'une prise de parole sur le programme Vers un Chez Soi | Crédit photo : Alexis Aubin | 5 |
| De gauche à droite : Feuillet sur le dénombrement Paysage de Montréal Jean-Yves Duclos lors de l'annonce de Vers un Chez soi à Montréal, La clinique Dopamed de Dopamine dans Hochelaga-Maisonneuve, Rassemblement du RAPSIM et de projet Genèse sur la lutte à la pauvreté | Crédits photos : Maryse Boyce RAPSIM Dopamine RAPSIM | 6 |
| Pierre Gaudreau, directeur du RAPSIM | Crédit photo : Maryse Boyce | 7 |
| Photo des membres du RAPSIM sous une bannière du RSIQ | Crédit photo : RSIQ | 8 |
| Pierre Gaudreau du RAPSIM, en compagnie de François Villemure et de Cécile Arbaud lors d'une conférence de presse sur les élections à L'Avenue Hébergement communautaire | Crédit photo : RAPSIM | 10 |
| Chantal Rouleau lors de l'annonce du deuxième Portrait national de l'itinérance Lancement du Rapport sur la sauvegarde des maisons de chambres et du Répertoire du RAPSIM le 9 mai 2019 | Crédits photos : RAPSIM Maryse Boyce | 14 |
| Jean-Yves Duclos prenant la parole à l'ouverture du Forum Santé du RAPSIM | Crédit photo : RAPSIM | 16 |
| Richard Chrétien de l'organisme le Sac à dos lors d'un rassemblement d'un rassemblement conjoint du RAPSIM et de Projet Genèse | Crédit photo : RAPSIM | 19 |
| Le RAPSIM lors de la Grande Marche de Villes en Villages du FRAPRU | Crédit photo : RAPSIM | 22 |
| Maison de chambres de Montréal | Crédit photo : Claude Majeau | 24 |
| L'unité de débordement au Royal-Victoria | Crédit photo : RAPSIM | 29 |
| De gauche à droite : Bernard Besancenot de MultiCaf, Sylvie Boivin de l'Anonyme, Julie Chevalier des Maisons de l'Ancre, Nathalie Goulet de la Ville de Montréal, Alice Lepetit et Pierre Gaudreau du RAPSIM | Crédit photo : Maryse Boyce | 37 |
| Assemblée générale annuelle du RAPSIM du 5 juin 2019 | Crédit photo : RAPSIM | 44 |
| Le conseil d'administration du RAPSIM en 2018-2019 | Crédit photo : RAPSIM | 46 |
| Alice Lepetit, Organisatrice communautaire au RAPSIM au micro | Crédit photo : Charlotte Gaudreau-Majeau | 48 |
| Lancement du Rapport sur la sauvegarde des maisons de chambres et du Répertoire du RAPSIM le 9 mai 2019 | Crédit photo : Maryse Boyce | 4 ^{ème} de couverture |



Beaucoup reste à faire pour la reconnaissance de l'action communautaire.

Chères, chers membres,

Au cours des dernières années, les défis qui se sont présentés à nous en lien avec les différentes réalités de l'itinérance ont été fort nombreux. À ce titre, nous ne pouvons passer sous silence les conditions de vie, de plus en plus difficiles, des personnes qui vivent des réalités en lien avec l'itinérance dans les différentes communautés de Montréal.

Les stratégies mises de l'avant par le RAPSIM au cours de la dernière année pour répondre aux nombreux défis ont reposé sur l'engagement des membres de l'équipe qui, avec les membres, ont à cœur de faire avancer le plan d'action voté lors de la dernière assemblée générale. C'est cet engagement, traduit en actions, que vous retrouverez dans chacune des activités qui vous seront présentées dans notre bilan 2018-2019. Rappelons la grande implication des membres du conseil d'administration qui, tout au long de l'année, fut une source d'inspiration qui est venue consolider et enrichir nos réflexions et orientations.

Aujourd'hui, plus que jamais, il est important de maintenir le cap sur les réalités trop souvent occultées dans les différents programmes et services et de reconnaître l'action des organismes communautaires autonomes dans la lutte à l'itinérance dans chacune de nos communautés. L'itinérance a plusieurs visages et nous devons prendre en considération toutes ces différences afin d'apporter plusieurs réponses toujours en phase avec l'amélioration de la qualité de vie et le respect des droits humains.

Merci à nos partenaires, nos alliés et à nos bailleurs de fonds, votre apport est essentiel pour nous permettre une mobilisation forte et soutenue.

Merci à tous nos membres, votre implication est indispensable pour nous permettre de répondre à vos besoins. Vous êtes notre raison d'être.

Finalement, merci à mes collègues du conseil d'administration pour le temps que vous donnez si généreusement au RAPSIM. Nos rencontres sont toujours enrichissantes.

Bonne lecture à toutes et à tous!

Solidairement,

Martin Pagé

Martin Pagé
Président du RAPSIM

Des enjeux importants de l'année

En 2018-2019, le RAPSIM a mené une action soutenue sur différents fronts, tel que le prévoyait son Plan d'action voté par ses membres en Assemblée générale annuelle. Parmi ceux-ci il y a...



LE DÉNOMBREMENT

En amont et lors de la sortie des résultats du 2^e dénombrement, le RAPSIM a démontré les limites de ce polaroid imparfait de l'itinérance et de son utilisation comme indicateur pour orienter les actions dans la lutte à l'itinérance.



LES MAISONS DE CHAMBRES

Le *Rapport sur la sauvegarde des maisons de chambres*, rédigé suite à une mobilisation de différents acteurs concernés, a permis d'identifier 15 pistes pour accroître l'action en faveur de la sauvegarde de ce parc de logements.



VERS UN CHEZ SOI

Le nouveau programme fédéral de lutte à l'itinérance a consolidé et accru le soutien aux actions déjà appuyées et a permis d'en soutenir quelques nouvelles, dont des projets de logements sociaux et des installations d'organismes.



LE FORUM SANTÉ

Le *Forum en santé pour prévenir et réduire l'itinérance* a permis de développer la vision des actions à mener sur cet axe important de la Politique en itinérance.



LES ÉLECTIONS AU QUÉBEC ET LA NUIT DES SANS-ABRI

La 29^{ème} Nuit des sans-abri et la campagne électorale qui l'avait précédée, ont permis de soulever l'importance d'investissements accrus dans la lutte à la pauvreté et pour le logement social.



Une 45^e grosse année!



Depuis 1974, le RAPSIM mène avec ses membres et partenaires la lutte contre l'itinérance. Ce phénomène demeure croissant mais, cette année encore, notre action a contribué à des avancées, pour faire reconnaître les différentes réalités de l'itinérance, mais surtout dans le développement de réponses multiples. Du centre-ville à l'Ouest de l'île, en passant par Côte-des-Neiges et Hochelaga, notre action résonne et fait sens.

L'approche globale que porte le RAPSIM pour prévenir et réduire le phénomène a confirmé sa pertinence dans le travail qu'il a développé, que ce soit au niveau du logement, de l'hébergement ou de la santé. La posture du RAPSIM demeure solide, crédible et étayée. L'adhésion d'un nombre record de 110 organismes en témoigne, de même que les réponses, certes variables, des gouvernements et de la Ville.

Le changement de gouvernement au Québec n'a pas à date amené les investissements nécessaires pour le déploiement accru de la Politique nationale de lutte à l'itinérance, que ce soit en matière de logement social ou d'accès à un revenu décent. Le contexte financier cependant ouvre une fenêtre qu'il reste à exploiter.

Le nouveau programme fédéral de lutte à l'itinérance, *Vers un chez soi*, a pris le relais de la Stratégie de partenariats de lutte à l'itinérance (SPLI). Pour deux ans débutant en avril 2019, il a consolidé avec des fonds accrus les actions menées à Montréal et permis certains développements.

Le Plan d'action montréalais en itinérance a débuté ses travaux, dont ceux sur les portraits de l'itinérance par quartier et l'analyse des règlements menant au profilage. L'important soutien prévu au développement de logements sociaux s'est enclenché, avec l'écueil majeur des coûts de réalisation et celui de l'absence de fonds suffisants pour le soutien communautaire.

Que ce soit au niveau de l'orientation future des fonds fédéraux, de même que des priorités à donner aux fonds investis par Québec et la Ville, des volontés se manifestent pour cibler la lutte à l'itinérance, tant sur certaines populations que sur certaines pratiques.

Le RAPSIM a persévéré dans la voie établie par ses membres pour défendre une approche globale dans la lutte à l'itinérance, avec raison et succès. Le bilan de l'action cette année, comme depuis 45 ans, démontre la nécessité de maintenir cette approche visant à réduire mais aussi prévenir l'itinérance auprès de toutes les populations touchées.

Pierre Gaudreau

Pierre Gaudreau
Directeur du RAPSIM

Pour une approche globale dans la lutte à l'itinérance

UNE PLURALITÉ D' ACTIONS EN RÉPONSE À UNE DIVERSITÉ DE BESOINS

L'itinérance émerge d'une multiplicité de facteurs, de sorte qu'il est essentiel de valoriser une pluralité d'actions pour mener une lutte durable et efficace. Cela signifie que des efforts doivent être déployés afin de réduire le phénomène, mais également de le prévenir. Cette vision réfère à ce qu'on appelle une « approche globale » dans la lutte à l'itinérance et sert de guide à l'entièreté des actions menées par le RAPSIM.

EN 2018-2019,
LE RAPSIM AVAIT POUR MANDAT DE :
Poursuivre son travail en faveur d'une approche globale de la lutte à l'itinérance.

BILAN

Cette année encore, le RAPSIM a mis en valeur cette approche dans le cadre de l'ensemble de ses actions, et plus particulièrement dans ses efforts pour que soit déployée davantage la Politique nationale de lutte à l'itinérance, pour s'assurer que le financement du programme fédéral Vers un chez soi continue d'être orienté en cohérence avec celle-ci et pour mettre en lumière les limites d'un exercice de dénombrement des personnes itinérantes. La promotion de l'approche globale a une fois de plus suscité l'adhésion de nos membres et a alimenté les travaux menés avec nos partenaires dans la lutte à l'itinérance aux niveaux régional et municipal, de même qu'aux niveaux québécois et canadien.

Politique en itinérance

DES MOYENS NÉCESSAIRES À SON DÉPLOIEMENT

La Politique nationale de lutte à l'itinérance «*Ensemble pour éviter la rue et en sortir*» célébrait ses cinq ans à l'hiver dernier. Adoptée en février 2014, celle-ci identifie la lutte à l'itinérance comme une responsabilité collective et défend l'importance d'une approche globale pour prévenir et réduire le phénomène. La politique interpelle une dizaine de ministères et met de l'avant les cinq axes d'intervention suivants : le logement; les services de santé et les services sociaux; le revenu; l'éducation, l'insertion sociale et professionnelle; de même que la cohabitation sociale et la judiciarisation.

EN 2018-2019, LE RAPSIM AVAIT POUR MANDAT:

D'**accentuer** son action pour que la politique nationale de lutte à l'itinérance soit :

- Reconnue par le prochain gouvernement, avec un leadership pour son déploiement et une implication de l'ensemble des ministères concernés;
- Appuyée par des investissements accrus du gouvernement et de ses différents ministères concernés, prioritairement dans la lutte à la pauvreté et pour le logement social, notamment celui avec soutien communautaire.

D'**intervenir** sur ces enjeux, notamment en vue et à la suite des élections québécoises du 1^{er} octobre 2018.

PRINCIPALES ACTIONS MENÉES

Intervention lors de la campagne électorale provinciale

- 16 août 2018 : **Conférence de presse** préélectorale pour exposer nos demandes en matière de lutte à l'itinérance, de logement et de pauvreté. Diffusion de trois vidéos qui ont été visionnées environ 4000 fois sur les réseaux sociaux.

Comité externe de suivi de la Politique en itinérance et du Plan d'action interministériel

- 13 septembre 2018 : **Rencontre annuelle de bilan.**
- 11 octobre 2018 : **Présentation du bilan** lors d'une rencontre de la table interministérielle.

Général

- Octobre 2018 : **Interventions et mobilisation pour la 29^e Nuit des sans-abri.** Diffusion en amont de l'évènement de trois vidéos qui ont été visionnées environ 5000 fois.
- 16 novembre 2018 : **Rencontre avec Pascal Bérubé**, chef intérimaire du Parti québécois.
- 14 décembre 2018 : **Rencontre avec Danielle McCann**, ministre de la Santé et des Services sociaux avec des représentants du RSIQ et du MMFIM.
- 7 janvier 2019 : **Rencontre avec Alexandre Leduc**, député de Québec Solidaire dans Hochelaga-Maisonneuve.

BILAN

Cinq ans après son adoption, les différents acteurs impliqués dans la lutte à l'itinérance reconnaissent toujours la pertinence de la Politique. Cependant, la faire vivre continue de représenter un défi, alors que les moyens mis en place pour la déployer demeurent largement insuffisants.

L'année 2018-2019 a été marquée par l'arrivée au pouvoir de la Coalition Avenir Québec (CAQ), laquelle a confié le dossier de la lutte à l'itinérance à sa ministre de la Santé et des Services sociaux, Danielle McCann. Cette dernière s'est référée à la Politique nationale et s'est dite prête à défendre les orientations québécoises en matière de lutte à l'itinérance auprès du gouvernement fédéral.

Toutefois, après plus de six mois au pouvoir, peu a été fait jusqu'à maintenant par le gouvernement Legault pour déployer la Politique en itinérance. Mis à part le rehaussement du financement du Programme de soutien aux organismes communautaires (PSOC), aucun investissement structurant en logement et en réduction de la pauvreté, des volets pourtant essentiels pour prévenir et réduire l'itinérance, n'a été annoncé dans le cadre du premier budget de la CAQ.

Par ailleurs, le RAPSIM a continué de jouer un rôle majeur pour faire valoir les orientations de la Politique en itinérance auprès des différents ministères interpellés par celle-ci. Sa participation au comité externe de suivi du Plan d'action interministériel en itinérance 2015-2020 a été l'occasion de soulever les avancées réalisées et les limites qui font ombre au déploiement de la Politique en itinérance.



Plan d'action intersectoriel

EN 2018-2019, LE RAPSIM
AVAIT POUR MANDAT DE :

S'impliquer activement dans les travaux du Comité directeur et de ses groupes de travail pour que se déploie le Plan d'action intersectoriel en itinérance de Montréal 2015-2020, dans ses 5 axes.

LE DÉPLOIEMENT RÉGIONAL DE LA POLITIQUE EN ITINÉRANCE

À l'échelle régionale, les orientations de la Politique nationale de lutte à l'itinérance et du Plan d'action interministériel s'incarnent dans le Plan d'action intersectoriel 2015-2020. Celui-ci établit les objectifs à atteindre en matière de lutte à l'itinérance dans la région de Montréal.

Un comité directeur réunit les acteurs interpellés dans la mise en œuvre du Plan d'action intersectoriel, soit des directions régionales des ministères concernés, des représentant.e.s du réseau de la santé et de la Ville de Montréal, de même que le RAPSIM et le MMFIM. Un comité exécutif, composé de la direction en itinérance du CCSMTL (CIUSSS Centre-Sud de l'île-de-Montréal), de la Ville et du RAPSIM, est chargé de suivre les travaux du Comité directeur et d'en préparer les rencontres.

Enfin, douze groupes de travail assurent le développement des mesures prévues dans le Plan d'action intersectoriel. Le RAPSIM assure une participation régulière à 9 d'entre eux, à savoir ceux sur le logement, les services d'hébergement d'urgence, l'accompagnement justice-itinérance, les wet services, la santé et le vieillissement, la cohabitation sociale, l'itinérance des femmes, l'insertion et les mesures d'aide financière, ainsi que la RAMQ. Le travail effectué dans le cadre de ces groupes de travail sera approfondi dans les différentes sections de ce bilan.

PRINCIPALES ACTIONS MENÉES

- **Participation à quatre rencontres du Comité directeur.**
- **Participation à quatre rencontres du Comité exécutif du Comité directeur** et suivis avec les partenaires du CCSMTL et de la Ville.
- **Participation aux travaux de neuf groupes de travail.**



BILAN

Encore cette année, les travaux menés dans le cadre du Plan d'action intersectoriel en itinérance 2015-2020 ont profité d'une bonne implication des différents partenaires. Les organismes communautaires ont démontré une grande mobilisation au sein des différents groupes de travail.

Plusieurs de ces groupes ont permis, à des degrés variables, de réaliser des avancées par rapport aux mesures prévues dans le Plan d'action, dont ceux sur les wet services et sur la santé et le vieillissement. D'autres ont toutefois fait face à certains défis qui ont limité leur capacité d'action.

En effet, alors que les groupes de travail réunissent des représentant.e.s de tous les partenaires impliqués dans la lutte à l'itinérance à Montréal et jouissent d'une bonne participation de la part du milieu communautaire, force est de constater que les décisions importantes en itinérance tendent à être prises à l'extérieur de ces tables de concertation. Cette façon de faire, pourtant contraire à l'objectif même qui a mené à la création des groupes de travail, porte ombrage au travail qui y est effectué et à leur capacité d'agir.

Par ailleurs, le Comité directeur responsable du Plan d'action intersectoriel se caractérise par une faible représentation du milieu communautaire, dont la vision est pourtant essentielle pour établir les priorités sur le terrain.

C'est dans ce contexte que le RAPSIM continue de faire valoir l'importance de la concertation au sein des instances créées à cet effet, afin de redonner une impulsion aux travaux effectués dans le cadre du Plan d'action intersectoriel en itinérance. Il poursuit également son travail pour rappeler l'importance que l'expertise développée par les groupes communautaires soit mieux représentée.

Dénombrement et deuxième portrait de l'itinérance

UN DEUXIÈME POLAROID IMPARFAIT DE L'ITINÉRANCE

Le 24 avril 2018 s'est tenu à Montréal un deuxième exercice de dénombrement des personnes en situation d'itinérance. Pour la première fois, cette démarche était également déployée ailleurs au Québec, dans 10 autres régions. Cette initiative provient d'une démarche de dénombrement ponctuel pancanadienne, qui a inclus 61 collectivités en 2018.

Les résultats ont finalement été dévoilés près d'un an plus tard, le 25 mars dernier, et ont fait état de 3149 personnes comptées à Montréal.

La tenue de ces dénombrements s'inscrit dans le cadre du deuxième portrait de l'itinérance au Québec, une démarche pilotée par le ministère de la Santé et des Services sociaux et dont la publication est attendue pour 2020. Ce portrait mettra en évidence des données provenant de sources diverses et a comme objectif de mieux comprendre le phénomène de l'itinérance, y compris son aspect caché.

EN 2018-2019, LE RAPSIM AVAIT POUR MANDAT DE:

Faire reconnaître l'ampleur ainsi que la diversité des situations d'itinérance et la nécessité de répondre à l'ensemble de celles-ci.

PRINCIPALES ACTIONS MENÉES

Dénombrement

- Janvier 2019: **Production d'un argumentaire** intitulé « Ce que les chiffres ne disent pas »: 700 copies distribuées parmi nos membres, alliés et partenaires, en plus d'une diffusion sur le web.
- Février et mars 2019: **Publication de deux vidéos** qui ont été visionnées 5000 fois.
- 14 février 2019: **Intervention de France Labelle**, directrice du Refuge des jeunes de Montréal, au panel d'ouverture de l'assemblée générale d'hiver du RSIQ.
- 25 mars 2019 et jours suivants: **Réaction à la sortie du rapport du dénombrement.**

Deuxième portrait de l'itinérance

- 28 septembre 2018 et 24 avril 2019: **Participation à des rencontres régionales de travail.**

BILAN

Comme il l'avait fait lors de la tenue du premier dénombrement des personnes itinérantes à Montréal en 2015, le RAPSIM a réagi en amont et après la sortie des résultats de cet exercice cette année. Il a fait valoir sur diverses plateformes les nombreuses limites du dénombrement en soulignant qu'il ne représentait ni un indicateur fiable de l'évolution du phénomène de l'itinérance, ni un bon guide pour orienter les fonds en itinérance.

En ne ciblant que les personnes croisées dans la rue ou dans les ressources d'hébergement lors d'un soir de l'année, l'exercice d'un dénombrement occulte les réalités des personnes vivant de l'itinérance cachée, dont en grande partie des femmes, mais aussi des hommes, jeunes, Autochtones et personnes issues de l'immigration. De fait, il ne s'imbrique pas dans la vision de l'approche globale défendue dans la Politique nationale de lutte à l'itinérance.

Les positions du RAPSIM sont bien ressorties dans les différents médias et ont été reprises par plusieurs membres et organisations alliées, de sorte que l'importance de faire appel à d'autres indicateurs pour mesurer l'ampleur de l'itinérance a été mise en relief.

D'ailleurs, la démarche de deuxième portrait de l'itinérance au Québec sera l'occasion de faire appel à une multitude d'indicateurs. Depuis le lancement des travaux, le RAPSIM a souligné qu'il s'agissait d'une démarche intéressante qu'il suit de près. En effet, ce portrait inclut une analyse du volet caché de l'itinérance et la prise en compte d'indicateurs tels que la fréquentation annuelle des ressources et les facteurs de risque pouvant mener à l'itinérance. Lors des deux rencontres régionales de travail auxquelles il a pris part, le RAPSIM s'est assuré de faire valoir la diversité des visages de l'itinérance et l'importance de faire appel à plusieurs indicateurs pour dresser un portrait fidèle de la situation de l'itinérance au Québec.



Vers un chez soi

POUR UNE APPROCHE GLOBALE, COMMUNAUTAIRE ET DES FONDS SUFFISANTS POUR MONTRÉAL

Le gouvernement fédéral apporte un soutien important à la lutte à l'itinérance depuis 2002, par l'entremise d'un programme qui a porté plusieurs noms, dont celui de la Stratégie de partenariats de lutte contre l'itinérance (SPLI). Ce programme a permis d'appuyer une diversité d'interventions pour prévenir et réduire l'itinérance, en plus de jouer un rôle important pour soutenir les immobilisations, à travers le développement de logements sociaux et les installations d'organismes.

Le 1^{er} avril dernier marquait l'entrée en vigueur du programme Vers un chez soi (VCS), lequel est venu remplacer la SPLI. Au Québec, l'orientation que prendront les fonds accrus, annoncés pour les 10 prochaines années dans le cadre de VCS, demeure encore à préciser. Des négociations ont été entamées entre les deux paliers de gouvernement afin de préciser la façon dont sera déployé ce nouveau programme. Dans l'attente d'une Entente Canada-Québec, qui devrait être signée avant les élections fédérales de l'automne prochain, il a été nécessaire de mettre en place deux années de transition. Ainsi, des balises ont été définies pour l'allocation des fonds du programme VCS au Québec pour 2019-2020 et 2020-2021.



EN 2018-2019, LE RAPSIM AVAIT POUR MANDAT DE :

- Mener** une action majeure pour gagner rapidement que le financement pour la SPLI (dorénavant VCS) annoncé pour la décennie 2019-2028 soit affecté :
- avec une approche globale de la lutte à l'itinérance, incluant la diversité d'interventions et les immobilisations;
 - avec un engagement pluriannuel;
 - dans le respect du processus communautaire en place;
 - avec un budget d'au moins 10 millions \$ par an pour Montréal.

PRINCIPALES ACTIONS MENÉES

Pour une approche globale et communautaire de VCS

- Novembre 2018: **Campagne de lettres aux ministres Duclos et McCann**, initiée par le RAPSIM et reprise par le RSIQ. 120 lettres envoyées par des groupes membres, alliés, organismes, chercheurs.euses et élu.e.s.
- 16 novembre 2018: **Participation à une rencontre du RSIQ avec le ministre Duclos.**
- 11 janvier 2019: **Rencontre du conseil d'administration avec le ministre Duclos**, suivie d'une allocution de celui-ci au Forum santé du RAPSIM.
- 1^{er} avril 2019: **Réactions au lancement du programme VCS** et à l'affectation annoncée des fonds pour les années 2019 à 2021.

En continu

- Échanges réguliers avec le ministre Duclos et son cabinet.
- Échanges réguliers avec d'autres élu.e.s, partenaires et alliés.

Affectation des fonds résiduels SPLI 2018-2019 et VCS 2019-2021

- **Participation au Comité des partenaires**, dont le mandat est de contribuer à l'élaboration des plans communautaires, de rallier l'ensemble des partenaires et de les impliquer dans le suivi de la SPLI, **et au Comité d'analyse** des projets pour l'affectation des fonds résiduels. Quatre rencontres et suivi en continu des développements.

BILAN

Les demandes qu'a portées sans relâche le RAPSIM pour que soient accrus les fonds fédéraux dans la lutte à l'itinérance ont porté fruit. L'action soutenue du RAPSIM a contribué à ce que le budget global de VCS soit doublé plus tôt que prévu, soit dès l'année 2021-2022. Pour Montréal, la hausse est moindre, le gouvernement fédéral ayant accru davantage les fonds pour le Nord canadien, les communautés autochtones, les petites et moyennes villes en réservant également une part du budget pour soutenir ses priorités.

Pour Montréal, cela représente 4 millions \$ supplémentaires par an pour les deux années de transition en cours (2019-2020 et 2020-2021). Le soutien de VCS permettra de consolider plusieurs actions durant cette période, en plus d'en développer de nouvelles. Pour le volet des interventions, celles qui sont déjà soutenues seront reconduites et verront les salaires des intervenant.e.s être indexés.



FONDS SPLI-VCS À MONTRÉAL, 2011-2021

| | Budget annuel | Immobilisation | Intervention globale/autres | Housing first |
|-----------------------|---------------|----------------|-----------------------------|---------------|
| SPLI 2011-2014 | 7,8 M \$ | 48 % | 52 % | |
| SPLI 2014-2019 | 7,8 M \$ | 6 % | 29 % | 65 % |
| SPLI 2016-2019 | + 2,8 M \$ | 40 % | 55 % | 5 % |
| VCS 2019-2021 | 11,7 M \$ | 10 % | 45 % | 45 % |
| VCS 2021-2028 | À déterminer | | | |

Du côté des immobilisations, qui comprennent la construction d'unités de logement social, la relocalisation d'organismes et les nouvelles installations dans leurs locaux, les fonds alloués jusqu'en 2021 sont insuffisants. Avec 1 million \$ par an, seulement quelques projets ont été partiellement soutenus, alors que les demandes effectuées par les organismes dans le cadre de l'appel de projets en immobilisation ont totalisé plus de 9 millions \$.

Parallèlement, l'incertitude quant aux balises qui seront identifiées dans le cadre d'une Entente Canada-Québec pour l'affectation des fonds VCS jusqu'en 2028 a tenu le RAPSIM occupé toute l'année. En effet, il a effectué un important travail auprès des différents élu.e.s et partenaires impliqués pour faire valoir l'importance de négocier une entente qui sera en concordance avec les orientations de la Politique nationale de lutte à l'itinérance. Cela exige que l'approche globale et communautaire, lesquelles ont fait leurs preuves au Québec depuis plus de 15 ans, continuent de guider l'affectation des fonds fédéraux.

Avec VCS, le gouvernement fédéral vise à réduire l'itinérance chronique de moitié en se basant sur un système d'accès coordonné aux services, appuyé par une gestion nominale informatisée. Cette approche restreinte dans les populations desservies et dans les organismes mis en action représente une menace importante dans le développement des réponses à l'itinérance ainsi que pour l'autonomie des organismes. Elle constitue aussi un danger pour le respect à la vie privée des personnes.

Cette vision de la lutte à l'itinérance est portée par différents partenaires, particulièrement l'Alliance canadienne pour mettre fin à l'itinérance et à Montréal le MMFIM.

Dans ce contexte, le RAPSIM a continué de défendre l'approche préconisée dans la Politique nationale, soit le financement d'une diversité d'actions pour prévenir et réduire l'itinérance.

Pauvreté

UN REVENU DÉCENT POUR TOUTES ET TOUS

La Politique nationale de lutte à l'itinérance identifie le revenu comme l'un des cinq axes d'intervention prioritaires pour prévenir et réduire l'itinérance. En effet, comme l'indique la Politique, si l'itinérance n'est pas seulement un problème de pauvreté, elle est *toujours* un problème de pauvreté.

La lutte à la pauvreté passe par la défense du droit à un revenu décent pour toutes et tous. En ce sens, des actions pour améliorer le montant de l'aide sociale (AS) et l'accès au chèque, de même que pour offrir des programmes d'insertion diversifiés et adaptés aux besoins des personnes, y compris celles qui sont les plus éloignées de l'emploi, sont essentielles.

EN 2018-2019,
LE RAPSIM AVAIT POUR MANDAT DE :

- Poursuivre son action pour le rehaussement du revenu des personnes seules et l'accès à des programmes d'insertion diversifiés et adaptés.
- Collaborer avec d'autres acteurs concernés afin de documenter la mise en œuvre du Programme Objectif Emploi (POE) quant à ses impacts pour les personnes en situation ou à risque d'itinérance.

PRINCIPALES ACTIONS MENÉES

Général

- 29 novembre 2018 : **Action conjointe avec Projet Genèse dans le cadre de leur campagne « Combatez la pauvreté, non les personnes qui la vivent ».** Rassemblement d'une centaine de personnes devant le MTESS pour demander l'augmentation des montants de l'AS et l'élimination des barrières d'accès pour les personnes en situation ou à risque d'itinérance.
- Janvier 2019 : **Rencontre du cabinet du ministre Jean Boulet (MTESS).**
- Janvier 2019 : **Réalisation d'un sondage sur l'état du PAAS-Action** (programme d'aide et d'accompagnement social) auprès de membres ciblés (13 réponses).
- Février 2019 : **Réalisation d'un feuillet sur l'aide sociale et l'itinérance.**

Comité Droit au revenu (Comité du RAPSIM)

- **Tenue de quatre rencontres** qui ont chacune rejoint une dizaine de groupes membres.

Groupe de travail sur l'insertion et les mesures d'aide financière (Plan d'action intersectoriel régional en itinérance)

- **Tenue de cinq rencontres.**
- **Rédaction d'une note envoyée au MTESS** demandant d'augmenter le délai de réinstallation de l'AS pour les personnes incarcérées pour une durée de trois mois et moins.

BILAN

Le Comité Droit au revenu du RAPSIM a une fois de plus mobilisé l'intérêt de membres actifs cette année. Y ont été abordés le déploiement du Programme objectif emploi (POE), les besoins en matière d'insertion et l'état du PAAS-Action. Cela a permis d'alimenter la participation du RAPSIM aux travaux du groupe de travail sur l'insertion et les mesures d'aide financière.

Dans la dernière année, ce groupe de travail a orienté l'essentiel de son attention sur les mesures du volet insertion prévues dans le Plan d'action intersectoriel en itinérance. Nos efforts pour que soient déployés des programmes d'insertion plus diversifiés et adaptés aux besoins des personnes éloignées de l'emploi font tranquillement leur chemin, mais il est essentiel de poursuivre ce travail.

Par ailleurs, le groupe de travail s'est concentré sur les barrières qui demeurent dans l'accès au chèque d'AS, notamment pour les personnes qui sortent de détention. À cet effet, une demande a été apportée au comité exécutif du Plan d'action intersectoriel en itinérance qui fera le suivi auprès des ministères concernés.

Parallèlement, le RAPSIM, continue de rappeler que la réduction de la pauvreté est conséquente à l'augmentation du montant de l'AS. Cette demande a été portée dans le cadre d'une action organisée avec Projet Genèse, dans le cadre de leur campagne « Combattez la pauvreté, non les personnes qui la vivent ». Or, la difficulté de faire des gains en ce sens représente un obstacle majeur à l'atteinte des objectifs identifiés dans la Politique nationale de lutte à l'itinérance et dans le Plan d'action intersectoriel 2015-2020.



Logement

POUR DU SOUTIEN COMMUNAUTAIRE EN LOGEMENT SOCIAL

Pour le RAPSIM, le développement du logement social avec soutien communautaire demeure le moyen à privilégier pour assurer le droit à un logement stable, sécuritaire et salubre pour toutes et tous, alors que ce modèle a fait ses preuves pour prévenir et réduire l'itinérance. À ce jour, ce sont une quarantaine de membres du RAPSIM qui offrent ce type de logement à des personnes ayant vécu ou étant à risque d'itinérance. D'autres projets sont présentement en développement à Montréal et verront le jour dans les prochaines années.

EN 2018-2019, LE RAPSIM AVAIT POUR MANDAT DE:

Poursuivre ses interventions pour le développement et la pérennisation du logement social avec soutien communautaire.

D'accentuer son action en faveur du financement du soutien communautaire en logement social, la reconnaissance de cette pratique et l'autonomie des groupes dans sa mise en œuvre.

D'inviter ses membres à la marche du FRAPRU «De villes en villages pour le droit au logement», lors de son passage à Montréal le 13 septembre 2018 afin de visibiliser les enjeux itinérance.

PRINCIPALES ACTIONS MENÉES

Logement social avec soutien communautaire

- 2 juin 2018 : **Rencontre avec Magda Popeanu** du comité exécutif de la Ville de Montréal, suivie d'une visite de deux projets de logements sociaux de membres du RAPSIM en octobre 2018 (HAPOPEX et Maison Marguerite).
- 13 septembre 2018 : **Participation à la marche du FRAPRU pour le droit au logement** et intervention sur les enjeux en itinérance.
- 24 octobre 2018 : **Rencontre avec Nancy Shoiry**, directrice de la SHDM, sur les cibles du plan d'action de la Ville en itinérance et sur la sauvegarde des maisons de chambres.
- Juin à septembre 2018 : **Participation au Comité d'analyse pour le financement du soutien communautaire dans le cadre de l'enveloppe SRA** (Stabilité résidentielle avec accompagnement). Maintien de notre approche critique quant aux balises de cette enveloppe et son impact sur l'autonomie des groupes.
- Juin 2018 à février 2019 : **Participation au Comité d'analyse pour le financement du soutien communautaire dans le cadre de l'enveloppe NSA** (Niveau de soins alternatifs), dont une partie a permis de financer des projets en développement rejoignant des personnes itinérantes ou à risque de l'être.
- 17 avril 2019 : **Présentation lors du colloque de la FLHLMQ** sur la prévention des évictions en logement social. Une centaine de personnes présentes.

Comité logement (Comité du RAPSIM)

- **Tenue de quatre rencontres thématiques** qui ont chaque fois mobilisé une vingtaine de membres. Sujets abordés : AccèsLogis Montréal, soutien communautaire en logement social et Stratégie 12 000 logements de la Ville.

Groupe de travail sur le logement (Plan d'action intersectoriel régional en itinérance)

- **Tenue d'une rencontre à l'automne** sur le suivi des actions prévues dans le volet logement du Plan d'action intersectoriel et du Plan d'action de la Ville.

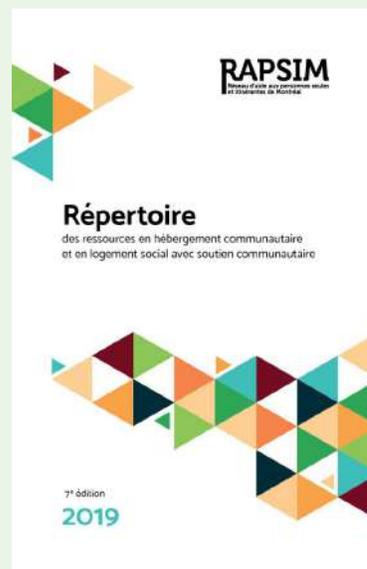
PUBLICATION DE LA 7^e ÉDITION DU RÉPERTOIRE DES RESSOURCES EN HÉBERGEMENT ET EN LOGEMENT SOCIAL

Cette année, le RAPSIM a mis à jour son Répertoire des ressources en hébergement communautaire et en logement social avec soutien communautaire, lequel en est maintenant à sa 7^e édition. Entre celle-ci et la précédente, parue en 2016, **une 10aine de projets de logements sociaux se sont ajoutés, représentant environ 350 unités dont plus d'une 100aine pour femmes.**

Cet outil fort apprécié de nos membres, partenaires et alliés, facilite grandement le référencement en présentant tous les organismes qui offrent de l'hébergement et du logement social pour les personnes en situation d'itinérance ou à risque de l'être à Montréal. De précieuses informations, comme le public cible, la durée de séjour et le nombre de lits ou de logements, y figurent.

Au-delà de son côté pratique, ce répertoire met surtout en lumière la richesse et la diversité des projets de logement social développés par les organismes en itinérance de Montréal. Il réaffirme l'importance du soutien communautaire en logement social, lequel permet de briser l'isolement des locataires, de développer leur sentiment d'appartenance et de créer de véritables milieux de vie.

La pertinence d'un tel répertoire a une fois de plus été confirmée par la présence de près de 120 personnes des milieux communautaire et institutionnel lors de son lancement officiel qui a eu lieu le 9 mai dernier dans les locaux de Dîners Saint-Louis, un groupe membre du RAPSIM.



BILAN

Cette année, la Ville de Montréal a annoncé sa stratégie 12 000 logements qui a précisé les cibles en logement de l'administration de Valérie Plante dont celle de développer 6000 logements sociaux d'ici 2021. Au niveau provincial, l'arrivée au pouvoir du gouvernement Legault a mis un frein à la refonte d'AccèsLogis et s'est démarquée par l'absence de nouvelles unités prévues dans son premier budget. Pour la première fois depuis sa création, aucune nouvelle unité de logement social n'a été annoncée dans le cadre du programme AccèsLogis. Des fonds ont été annoncés mais uniquement pour livrer des unités déjà engagées dans les années précédentes. Au niveau fédéral, la manière dont se déploiera la Stratégie nationale en logement demeure grandement à préciser. À part ceux soutenus par Vers un chez soi, aucun projet ciblé pour les personnes en situation ou à risque d'itinérance n'a été dévoilé jusqu'à maintenant pour Montréal.

Dans ce contexte politique, le RAPSIM a continué de défendre l'importance du logement social avec soutien communautaire comme réponse structurante et durable pour faire face à l'itinérance. L'année a été marquée par la mise à jour de notre répertoire

des ressources en hébergement communautaire et en logement social, lequel réaffirme l'importance du soutien communautaire pour prévenir et réduire l'itinérance.

Obtenir le financement adéquat du soutien communautaire demeure toutefois un défi de taille. Actuellement, plusieurs projets qui pourraient voir le jour doivent être mis sur la glace en raison du sous-financement du soutien communautaire. Certes, des fonds supplémentaires ont été annoncés dans le cadre de deux enveloppes ciblées (santé mentale et stabilité résidentielle avec accompagnement) et permettront de soutenir certains projets. Mais un financement accru du soutien communautaire qui soit global, récurrent et systématique est nécessaire pour combler les besoins tant dans les projets qui se développent que dans le parc de logements sociaux existant.

Malgré ces défis, de nouveaux projets de logement social réussissent à voir le jour. Ainsi, ce sont 482 nouvelles unités réparties dans 18 projets (dont 10 par des membres du RAPSIM) qui sont actuellement en cours de développement (en engagement conditionnel ou définitif) dans le cadre du volet 3 d'AccèsLogis (destiné aux personnes seules ayant des besoins spécifiques).



Pour la sauvegarde des maisons de chambres

Les maisons de chambres (MC) continuent de jouer un rôle essentiel tant pour prévenir le passage à la rue que pour permettre à des personnes d'en sortir. Or, malgré des actions menées en faveur de sa sauvegarde, ce parc de logements est vieillissant et s'amenuise avec une perte continue d'unités. Des enjeux demeurent tant pour préserver les MC existantes sur le marché privé que pour les transformer en logement social.

Dans ce contexte et dix ans après avoir organisé une commission populaire sur les MC, le RAPSIM a voulu dresser un état des enjeux actuels entourant leur sauvegarde. Pour cela, il a rassemblé différents acteurs afin de faire le bilan des actions menées dans les dernières années et de dégager des pistes d'action pour mieux répondre aux enjeux et besoins actuels.

EN 2018-2019,
LE RAPSIM AVAIT POUR MANDAT DE:
Poursuivre son action en faveur de la sauvegarde des maisons de chambres, et ce, pour les différentes populations qui y habitent.



PRINCIPALES ACTIONS MENÉES

Production d'un rapport sur la sauvegarde des MC

- Automne 2018: **Mise sur pied d'un comité de pilotage** composé de membres et de partenaires du RAPSIM et **tenue de quatre groupes de discussion** portant sur des questions ciblées entourant la sauvegarde des MC.
- Hiver et printemps 2019: **Rédaction du rapport sur la sauvegarde des MC.**
- 9 mai 2019: **Lancement du rapport et dévoilement des 15 pistes d'action** aux membres et partenaires. 80 personnes présentes.

Général

- 12 octobre 2018: **Intervention lors du Forum organisé par le Comité Maisons de chambres de Québec.** Une 60aine de personnes présentes.
- Automne 2018: **Production d'un feuillet sur les MC,** présentant les enjeux et demandes du RAPSIM.
- **Collaboration avec les services de lutte à l'insalubrité de la Ville de Montréal dans le cadre de deux projets-pilotes** afin de développer une intervention spécifique sur le parc de MC privées.
- **Suivi de projets de MC en cours de socialisation,** dont trois projets sur le Plateau-Mont-Royal et deux dans Hochelaga-Maisonneuve.
- **Veille sur les pertes de MC** (vendues ou fermées pour insalubrité) en lien avec les membres sur le terrain.

BILAN

L'urgence d'agir pour faire contrepoids à la disparition accélérée de maisons de chambres à Montréal a poussé le RAPSIM à accentuer son action sur ce dossier cette année. Vu l'importance de ce type de logement, il importait de mobiliser nos alliés et partenaires autour de cette question.

L'automne dernier, le RAPSIM a donc consulté des acteurs préoccupés par ces enjeux, une démarche qui a abouti à la sortie récente d'un rapport sur la sauvegarde des MC, lequel met en lumière 15 pistes d'action concrètes pour y parvenir. Celles-ci visent, entre autres, le maintien d'unités sur le marché privé, le soutien aux projets de socialisation des MC et la défense des droits des chambreurs et chambreuses.

Il est à noter que les pistes d'action qui se dégagent du rapport ne s'adressent pas seulement au RAPSIM, mais bien à une diversité d'acteurs (communautaires, institutionnels et personnes élues) impliqués dans la sauvegarde des MC ou plus largement dans la lutte à l'itinérance à Montréal.



Programme de soutien aux organismes communautaires (PSOC)

POUR UN SOUTIEN ADÉQUAT À LA MISSION DES ORGANISMES

Le Programme de soutien aux organismes communautaires (PSOC) du MSSS représente le plus important bailleur de fonds du milieu communautaire au Québec. À Montréal, ce programme est géré par le Service régional du CIUSSS du Centre-Sud-de-l'Île-de-Montréal.

Le RAPSIM, de même qu'environ 80 % de ses membres, y est accrédité.

EN 2018-2019,
LE RAPSIM AVAIT POUR MANDAT DE:
Poursuivre son soutien à la campagne «Engagez-vous pour le communautaire» et inviter ses membres à participer aux actions prévues.
Demander, pour l'affectation des crédits de développement 2018-2019, une approche qui priorise les groupes pas ou peu financés, mais sans exclure les groupes ayant des revenus plus importants ou ayant atteint les seuls planchers de leur catégorie (référence: méthode Latulippe).
D'informer ses membres et de participer aux consultations du Ministère de la Santé et des Services sociaux entourant la refonte du PSOC, en collaboration avec les autres regroupements communautaires régionaux en santé et services sociaux.

PRINCIPALES ACTIONS MENÉES

Participation à la campagne «Engagez-vous pour le communautaire»

- 13 septembre 2018: **Participation à un rassemblement** devant les bureaux de Radio-Canada à Montréal, lors du débat des chefs pendant la campagne électorale.
- 20 septembre 2018: **Participation à l'action «Flash Mob»**
- 20 février 2019: **Participation à la manifestation prébudgétaire** de la campagne Engagez-vous et de la Coalition Main rouge à Montréal.

Travaux régionaux du Comité de liaison

- **Participation à cinq rencontres du Comité régional de liaison**, où siègent le CIUSSS du Centre-Sud-de-l'Île-de-Montréal et les regroupements en santé et services sociaux.
- **Participation à quatre rencontres du Comité des délégués**, où siègent les regroupements en santé et services sociaux.



BILAN

Cette année, le RAPSIM a continué d'apporter son appui à la campagne « Engagez-vous pour le communautaire » en soutenant des demandes globales en matière de financement des groupes. Il a aussi poursuivi son travail pour faire valoir l'importance de défendre l'autonomie des groupes.

Au niveau provincial, ces efforts, accentués lors de la campagne électorale de l'automne dernier et en amont de la sortie du premier budget de la CAQ, ont porté fruit. En effet, le RAPSIM et ses alliés ont accueilli favorablement l'annonce de l'injection de 35 millions \$ au PSOC pour le financement du communautaire dans le secteur de la santé et des services sociaux. De ce montant, 5 millions \$ ont été accordés à Montréal et seront affectés à l'horizon 2019-2020.

Au niveau régional, le RAPSIM a pris part au suivi de la répartition des crédits de développement PSOC, annoncés dans le cadre du budget 2018-2019. Les regroupements en santé et services sociaux ont fortement critiqué la décision d'appliquer des critères de répartition ministériels, et plus particulièrement le critère qui a exclu du rehaussement de leur financement tous les groupes ayant fait une erreur (même mineure) dans leurs redditions de compte PSOC. Au final, parmi les 530 groupes montréalais admissibles au PSOC, 370 autres ont pu bénéficier des crédits de développement, tandis que 160 ont été exclus pour des raisons de non-conformité administrative.

Toujours au niveau régional, le RAPSIM a participé à la révision du cadre de référence régional sur le partenariat entre les établissements du Réseau de la santé et les groupes communautaires en santé et services sociaux. La nouvelle version de ce cadre a été adoptée le 20 mars dernier par le conseil d'administration du CCSMTL. Pour les regroupements en santé et services sociaux siégeant au comité, ce document doit permettre de mieux préserver l'autonomie des groupes dans les liens établis avec les établissements de santé, que ce soit dans le cadre d'une entente de collaboration ou d'un financement.

Réseau SOLIDARITÉ Itinérance du Québec (RSIQ)

20 ANS D' ACTIONS

Le Réseau SOLIDARITÉ Itinérance du Québec (RSIQ) regroupe 13 tables régionales qui représentent près de 340 organismes communautaires. Le RAPSIM en est un membre actif depuis sa création, il y a 20 ans.

EN 2018-2019,
LE RAPSIM AVAIT POUR MANDAT DE:
S'impliquer dans les actions du RSIQ qui seront menées pour défendre une approche globale de la lutte à l'itinérance.

PRINCIPALES ACTIONS MENÉES

- 14 septembre 2018: **Délégation du RAPSIM à l'assemblée générale annuelle du RSIQ** à Nicolet. 10 personnes de 9 groupes membres présentes. Élection de Pierre Gaudreau au conseil d'administration.
- 10 décembre 2018: **Rencontre de suivi global du RSIQ et du ministère de la Santé et des Services sociaux.**
- 14 et 15 février 2019: **Délégation du RAPSIM à l'assemblée générale d'hiver et 20 ans du RSIQ** à Québec. 15 personnes de 12 groupes membres présentes.
- Hiver 2019: **Collaboration à la rédaction de la publication *Le RSIQ: 20 ans d'action en itinérance.***
- Printemps 2019: **Collaboration à la rédaction d'un mémoire du RSIQ sur Vers un chez soi (VCS).**

BILAN

Alors qu'il soulignait cette année ses 20 ans, le RSIQ continue de jouer un rôle majeur pour faire vivre la Politique nationale de lutte à l'itinérance et pour militer en faveur d'un financement global des organismes dans le cadre du programme fédéral en itinérance VCS. En lien avec cette action, le RAPSIM a accentué cette année son implication au sein du RSIQ en participant à ses assemblées annuelles, de même qu'en s'impliquant de façon soutenue dans ces démarches.

Ce travail en appui au RSIQ a également reçu une bonne adhésion de la part des membres du RAPSIM, alors que ses délégations lors des deux assemblées générales du Réseau SOLIDARITÉ ont surpassé en nombre de participant.e.s celles des années antérieures. Par ailleurs, les orientations qui y ont été adoptées sont en phase avec celles du RAPSIM, alors qu'elles défendent une approche globale dans la lutte à l'itinérance et qu'elles appellent à une diversité de réponses.



Services d'hébergement d'urgence (SHU) et *Wet services*

POUR DES SERVICES D'HÉBERGEMENT SUFFISANTS ET ADAPTÉS

Le développement de services d'hébergement d'urgence (SHU) est un aspect qui mobilise beaucoup l'attention de la Ville de Montréal, du CCSMTL et d'autres partenaires du RAPSIM. En 2018-2019, ce dossier a été marqué par l'ouverture d'une unité de débordement d'urgence à l'ancien hôpital Royal-Victoria, un projet temporaire piloté par ces partenaires et quatre organismes en itinérance de Montréal. Ce projet se voulait une réponse à la hausse soutenue des demandes enregistrées dans les ressources offrant de l'hébergement d'urgence, autant chez les hommes que chez les femmes, laquelle s'est accentuée dans la dernière année.

EN 2018-2019,
LE RAPSIM AVAIT POUR OBJECTIF DE :
Contribuer au maintien d'un nombre suffisant et de l'accessibilité des espaces d'accueil de soir et de nuit à Montréal et au développement de l'offre de services.

PRINCIPALES ACTIONS MENÉES

Général

- En continu : **Suivi des données de fréquentation des SHU.**
- **Participation à quatre rencontres du Comité aviseur du portrait des SHU** de la Ville de Montréal. Ce comité a été fusionné au Comité des portraits par quartiers en décembre dernier.
- **Participation à deux rencontres du comité aviseur d'un projet de recherche sur les SHU destinés aux personnes LGBTQ+.**

Groupe de travail sur les services d'hébergement d'urgence

- **Participation à cinq rencontres** du groupe de travail, en présence d'une vingtaine de membres actifs du RAPSIM.
- **Participation aux travaux du sous-comité sur les mesures hivernales d'urgence** (quatre rencontres et corédaction du bilan avec la Ville de Montréal et le CIUSSS).

BILAN

Cette année, le RAPSIM a continué de faire valoir l'importance de développer une diversité de réponses en hébergement, afin que toutes les populations en situation d'itinérance puissent en bénéficier.

Il a pris part aux travaux menés par la Ville dans le cadre de la réalisation d'un portrait des services d'hébergement d'urgence montréalais, lequel permettra d'améliorer la connaissance des services offerts et d'identifier les besoins dans la métropole. Sa participation à cette démarche lui a permis de soulever les enjeux qui minent l'accès de certaines personnes en situation d'itinérance aux SHU existants.

D'abord, les ressources d'hébergement sont concentrées au centre-ville de Montréal. Or, de nombreux quartiers moins centraux ont d'importants besoins à combler en matière d'hébergement. Ensuite, les besoins pour de l'hébergement d'urgence sont criants à l'année longue, de sorte qu'il faut apporter des réponses supplémentaires en dehors du cadre des mesures hivernales. Enfin, trop peu de ressources à haut seuil d'accessibilité sont en opération à Montréal, ce qui fait en sorte que des personnes parmi les plus marginalisées demeurent exclues des SHU.

L'implication du RAPSIM au sein du groupe de travail intersectoriel sur les SHU lui a également permis de mettre l'accent sur les aspects à améliorer. En effet, le manque de place pour les personnes marginalisées éloignées des services d'hébergement actuels (LGBTQ+, personnes avec animaux de compagnie, couples, personnes à mobilité réduite, personnes consommant des drogues ou de l'alcool) et pour les femmes en situation d'itinérance à Montréal ont fait partie des principaux enjeux traités par ce groupe de travail cette année.

Dans la foulée de la mise sur pied de l'unité de débordement au Royal-Victoria, le RAPSIM a également rappelé l'importance que les espaces de concertation du Plan d'action intersectoriel soient davantage mis à contribution lorsque des solutions sont mises en place. Alors que les lits ouverts dans l'ancien hôpital ont répondu à certains besoins en accueillant une moyenne de 67 hommes par soir, ceux-ci se sont avérés mal-adaptés pour accueillir certaines catégories de la population itinérante, particulièrement les femmes. Or, cela aurait pu être évité en faisant davantage appel au groupe de travail sur les SHU et en consultant en amont celui sur l'itinérance des femmes. Cette critique, portée par le RAPSIM, semble avoir été entendue alors que le groupe de travail sur les SHU a été interpellé dès le début 2019 pour travailler à l'élaboration des mesures hivernales de l'hiver prochain. La volonté de mieux répondre à une diversité de besoins a été exprimée par les partenaires et le groupe de travail sur l'itinérance des femmes devrait être mis à contribution.



Des étapes franchies pour l'implantation de *wet services*

Les *wet services* sont des services dans lesquels la consommation d'alcool est permise et réglementée. À l'heure actuelle, il existe peu d'espaces qui acceptent les personnes en situation d'itinérance aux prises avec un problème d'alcoolisme majeur à Montréal. Cette approche permettrait de leur offrir un lieu sécuritaire de consommation, en plus de contribuer à améliorer leurs conditions de vie et à les rapprocher des autres services qui leur sont offerts.

Pour ces raisons, il est de la volonté du CCSMTL, de la Ville de Montréal et du milieu communautaire d'établir un tel service sur le territoire, alors que plusieurs autres villes, dont Ottawa et Toronto, ont implanté ce modèle. Afin que l'Institut universitaire sur les dépendances (IUD) du CCSMTL puisse réaliser une étude de faisabilité, trois comités ont été mis sur pied cette année. Le RAPSIM siège sur deux d'entre eux: le comité de pilotage et le sous-comité d'organisation des services.

EN 2018-2019,
LE RAPSIM AVAIT POUR OBJECTIF DE :
Participer au développement de nouveaux espaces destinés à des populations exclues des services actuels, dont des *wet services* et des haltes-chaud.

PRINCIPALES ACTIONS MENÉES

Groupe de travail sur les *wet services*

- Participation à quatre rencontres du comité de pilotage.
- Participation à quatre rencontres du sous-comité d'organisation des services.

BILAN

Cette année, le RAPSIM a pris activement part aux travaux des deux comités du CCSMTL auxquels il siège. Avec ses partenaires, il a contribué à identifier le besoin de ressources adaptées aux personnes chroniquement itinérantes et exclues des services en raison de leur consommation d'alcool, en plus de rechercher un modèle accessible répondant aux besoins spécifiques de ces personnes.

Le 4 avril 2019, un an après le dépôt d'une revue de la littérature scientifique sur ce type de services, l'étude de faisabilité menée par l'IUD-CCSMTL a été complétée. Grâce aux consultations menées auprès de potentiel.le.s usager.ère.s, d'organismes communautaires et d'experts au Canada et à l'international, cette étude a permis de dégager un modèle d'offre de services correspondant aux besoins identifiés à Montréal.

Le RAPSIM voit d'un bon œil les étapes franchies cette année, en concertation avec plusieurs acteurs, car elles devraient permettre de développer un premier *wet service* à Montréal en 2020. Bien qu'il soit davantage inclusif que d'autres ressources, le modèle de *wet service* envisagé dans le cadre de l'étude de faisabilité ne pourra répondre à tous les besoins à lui seul. Pour le RAPSIM, il est donc essentiel de continuer à travailler à la mise sur pied d'autres ressources à haut seuil d'admissibilité dans une perspective de réduction des méfaits.

Santé

POUR DES SOINS DE SANTÉ ACCESSIBLES ET ADAPTÉS

La détérioration de la santé des personnes est à la fois une cause et une conséquence du passage à la rue. Ainsi, la santé est reconnue comme étant un déterminant majeur de l'itinérance.

Malgré cela, il continue d'exister d'importantes barrières à l'accès aux soins de santé pour les personnes en situation d'itinérance. Discriminations à l'accès, exclusion des services réguliers, inadaptation des services, continuité des soins difficiles dans des conditions d'itinérance et complexité des structures et du fonctionnement du réseau pour les personnes marginalisées, qui consomment des substances, qui ont des troubles de santé mentale et/ou qui sont désaffiliées socialement. Voilà les nombreux enjeux qui font ombrage à l'atteinte des objectifs identifiés sous l'axe Santé de la Politique nationale de lutte à l'itinérance.

Depuis quelques années, le RAPSIM travaille au développement de son action pour favoriser l'accessibilité des soins de santé pour les personnes en situation d'itinérance.

EN 2018-2019,
LE RAPSIM AVAIT POUR MANDAT DE :
Poursuivre le développement de son intervention en faveur de l'accessibilité et de l'adaptabilité des soins de santé pour les personnes en situation d'itinérance.

PRINCIPALES ACTIONS MENÉES

Général

- Été 2018 : **Rédaction et diffusion d'un document synthèse de la Stratégie d'accès du MSSS** à l'attention des membres du RAPSIM et des partenaires.
- Été 2018 : **Diffusion d'un document présentant les enjeux soulevés par les membres du RAPSIM** aux directions des programmes en santé mentale et dépendances des établissements de santé de Montréal.
- Novembre 2018 : **Réalisation d'une enquête-sondage** sur les impacts du travail des équipes de proximité en itinérance du CCSMTL et du CEMTL. Une dizaine de groupes rejoints.
- Novembre et décembre 2018 : **Appui à l'organisation d'une journée de mobilisation pour le déploiement de la Stratégie d'accès du MSSS sur le territoire du CEMTL**, en collaboration avec le Service régional des activités communautaires et de l'itinérance du CCSMTL.
- 11 janvier 2019 : **Tenue du Forum** « En santé pour prévenir et réduire l'itinérance » du RAPSIM et diffusion du bilan. Une centaine de participant.e.s en provenance de 70 organisations, dont une cinquantaine de groupes membres.
- Février et mars 2019 : **Visites d'organismes et activités de consultation des membres** en vue d'une publication sur l'accès à la santé pour toutes et tous.

Groupe de travail sur la santé et l'itinérance (Plan d'action intersectoriel en itinérance)

- **Participation à six rencontres** au sujet du déploiement de la Stratégie d'accès du MSSS et des enjeux et défis pour le Réseau de la santé.



FORUM « EN SANTÉ POUR PRÉVENIR ET RÉDUIRE L'ITINÉRANCE »

Le Forum « En santé pour prévenir et réduire l'itinérance » du 11 janvier 2019 a réuni plus d'une centaine d'acteurs et d'actrices impliqué.e.s dans la lutte à l'itinérance et a été l'occasion de faire le point sur l'état de cet axe important du Plan d'action intersectoriel en itinérance de la région de Montréal. Cet événement a permis aux parties présentes d'échanger sur la grande diversité des besoins de santé des personnes en situation ou à risque d'itinérance. Trois ateliers thématiques ont permis d'explorer des éléments importants de la défense et de la promotion du droit à la santé des personnes, dont les processus de désaffiliation sociale, la consommation et les dépendances et l'identité et les discriminations.

BILAN

Cette année, le RAPSIM a accentué son travail en faveur de la défense du droit à la santé en mobilisant ses membres dans le cadre d'un Forum sur la santé et en suivant le déploiement de la Stratégie d'accès aux services de santé et aux services sociaux pour les personnes en situation d'itinérance ou à risque de le devenir (ci-après Stratégie d'accès), pilotée par le MSSS.

En 2018-2019, le déploiement du processus allégé d'accès à la carte RAMQ s'est poursuivi dans le cadre des travaux intersectoriels en itinérance. Jusqu'à maintenant à Montréal, ce sont plus de 1500 personnes qui ont reçu leur carte RAMQ par l'entremise de ce processus. Le RAPSIM, qui s'est impliqué activement dans le groupe de travail créé à cet effet, se réjouit de ce bilan provisoire et du fait que l'effort déployé à Montréal ait ouvert la voie aux autres régions, alors que le processus sera étendu à l'ensemble du Québec.

Par ailleurs, la tenue du Forum « En santé pour prévenir et réduire l'itinérance » a confirmé la pertinence d'approfondir notre action sur le dossier de l'accès à la santé, alors que les éléments soulevés par les participants ont témoigné de l'ampleur des difficultés auxquelles font face les personnes en situation d'itinérance dans le réseau de la santé. Les discussions qui ont animé cet événement ont également attesté de l'importance de diffuser les connaissances sur les réalités vécues par les personnes en situation ou à risque d'itinérance auprès des intervenant.e.s du réseau. Les membres, qui s'étaient déplacés en grand nombre pour assister au Forum, ont démontré un grand intérêt pour le dossier.

Ainsi, le RAPSIM a lancé une campagne pour la défense du droit à la santé pour toutes et tous dans les suites de cet événement. Celle-ci a commencé à se déployer au printemps avec des rencontres ciblées auprès de nos membres.

Pour ce qui est du déploiement de la Stratégie d'accès, démarche à laquelle le RAPSIM contribue par son implication au sein du groupe de travail sur la santé et l'itinérance, les travaux s'effectuent lentement, mais sûrement. Le RAPSIM a continué d'alimenter cette démarche importante afin qu'elle atteigne ses objectifs. La Stratégie d'accès est un levier parmi d'autres pour améliorer l'accès et l'adaptabilité des soins de santé pour les personnes en situation d'itinérance. Par ailleurs, il importe de continuer à promouvoir le développement de l'ensemble des actions prévues sous l'axe Santé du plan d'action intersectoriel.

Itinérance des femmes

UNE INVISIBILITÉ QUI DEMEURE

L'itinérance des femmes continue d'être largement sous-estimée en raison de son aspect caché, y compris dans le cadre d'études, de portraits et de dénombrements. Ainsi, les réponses apportées sont souvent insuffisantes. Or, dans les dernières années et de manière accrue depuis deux ans, les ressources en itinérance œuvrant auprès des femmes à Montréal remarquent une croissance rapide du nombre de demandes, si bien que nombre d'entre elles sont contraintes de refuser quotidiennement des femmes par manque de places. Cette situation dramatique en oblige plusieurs à user de stratégies, souvent dangereuses, pour éviter de passer la nuit dans la rue.

De plus, les femmes en situation ou à risque d'itinérance ont des besoins spécifiques en matière d'hébergement, de logement, de santé, d'insertion et autre. Il est donc essentiel de développer des réponses diversifiées et adaptées aux besoins des femmes, incluant des services non-mixtes. Ayant pour la plupart subi des violences de toutes sortes avant et après s'être retrouvées en situation d'itinérance, beaucoup évitent les ressources qui accueillent également les hommes.

EN 2018-2019,
LE RAPSIM AVAIT POUR MANDAT DE:
Poursuivre son intervention afin que des réponses supplémentaires soient apportées aux besoins spécifiques des femmes en situation ou à risque d'itinérance, notamment par le suivi de la mise en œuvre du Plan d'action régional sur l'itinérance des femmes, adopté dans le cadre des travaux du Comité directeur.

PRINCIPALES ACTIONS MENÉES

Enjeux des débordements dans les ressources d'hébergement

- 14 novembre 2018 : **Rencontre avec des groupes membres offrant de l'hébergement pour femmes** afin de faire état de la situation de débordement et d'identifier des pistes d'action possibles. 13 participantes de 10 groupes membres.
- **Tenue de 3 rencontres de mise en action.** 9 groupes membres décident d'envoyer des lettres de demande de rencontre à la ministre Danielle McCann et la mairesse Valérie Plante.
- 6 février 2019 : **Envoi de lettres à la ministre Danielle McCann et à la mairesse Valérie Plante.** Signées par les 9 directrices de groupes membres.
- 29 mars 2019 : **Rencontre des groupes signataires avec la mairesse Valérie Plante** en présence de Rosannie Filato et Nathalie Goulet, à l'Hôtel de Ville de Montréal.
- 24 mai 2019 : **Rencontre des groupes signataires avec la ministre Danielle McCann.**

Groupe de travail sur l'itinérance des femmes

- **Tenue de quatre rencontres** concernant les mesures sur l'itinérance des femmes du plan d'action régional et les éléments d'actualité en itinérance.
- 25 mars 2019 : **Rencontre conjointe avec le groupe de travail sur l'insertion et les mesures d'aide financière** au Centre de détention Leclerc à Laval.



BILAN

Cette année, le RAPSIM s'est davantage mis en action pour obtenir des gains en matière d'itinérance des femmes. Face au constat du manque de places en hébergement, partagé par plusieurs organismes membres qui œuvrent auprès des femmes en situation d'itinérance, de même qu'à l'épuisement de plus en plus généralisé chez les intervenantes qui y travaillent, il y avait urgence d'agir.



Le RAPSIM a donc convié ses groupes membres concernés par l'enjeu des débordements dans leurs ressources à une première rencontre à l'automne dernier. De celle-ci a découlé une démarche commune, pilotée par le RAPSIM, afin de porter les demandes des groupes d'une seule voix. Cette démarche a mené à la tenue ce printemps de rencontres avec la mairesse de Montréal Valérie Plante et la ministre de la Santé et des Services sociaux, Danielle McCann. Les deux élues ont fait preuve d'ouverture et d'écoute quant aux besoins criants dans les ressources pour femmes, mais nous demeurons en attente de résultats concrets.



Quant aux travaux du groupe de travail sur l'itinérance des femmes, que coaniment le RAPSIM et le CCSMTL, ils ont permis de faire progresser quelques mesures prévues au Plan d'action régional sur l'itinérance des femmes. Rappelons que celui-ci avait été adopté il y a un peu plus d'un an, après avoir été élaboré par le groupe de travail. Sa mise en place est un gain important pour le RAPSIM et ses partenaires mobilisés autour de la question de l'itinérance des femmes.

Cette année, ce plan d'action a commencé à être intégré de manière plus transversale au sein des autres groupes de travail intersectoriels. À la demande des organismes siégeant au groupe de travail sur l'itinérance des femmes, le RAPSIM a réussi à obtenir un siège supplémentaire au sous-comité responsable de faire des recommandations pour la mise en place des mesures hivernales pour 2019-2020.

Toutefois, cette considération ne se traduit pas encore par le développement de nouvelles réponses spécifiques pour les femmes en situation d'itinérance. En effet, obtenir du financement accru et récurrent pour consolider les services offerts par les organismes œuvrant auprès des femmes, de même que pour développer de nouvelles ressources leur étant destinées, demeure un important défi. Cela est vrai en hébergement, mais aussi en logement social et pour le volet de l'intervention.

De plus, comme l'ont soulevé les membres qui ont participé à la démarche de lettres à plus d'une reprise cette année, que ce soit lors de rencontres organisées par la RAPSIM ou dans le cadre du groupe de travail régional sur l'itinérance des femmes, les avancées importantes en itinérance tendent à être planifiées hors des tables de concertation intersectorielles et sans réelle consultation des organismes pour femmes.



Ville de Montréal

DÉPLOIEMENT DU PLAN D'ACTION MONTRÉALAIS EN ITINÉRANCE

En mars 2018, la Ville de Montréal adoptait son Plan d'action montréalais en itinérance 2018-2020. Ce plan met de l'avant de nombreuses demandes portées par le RAPSIM en matière de lutte à l'itinérance, notamment en matière de logement social, de sauvegarde des maisons de chambres et de lutte contre le profilage social. De plus, il reconnaît la diversité des réalités de l'itinérance et la nécessité d'y apporter une pluralité de réponses.

EN 2018-2019, LE RAPSIM AVAIT POUR MANDAT DE:

Mener une action soutenue pour le déploiement du Plan d'action montréalais en itinérance 2018-2020 afin de faire reconnaître l'ampleur ainsi que la diversité des situations d'itinérance et la nécessité de répondre à l'ensemble de celles-ci.

PRINCIPALES ACTIONS MENÉES

Général

- 11 juin 2018: **Rencontre de membres du conseil d'administration avec Rosannie Filato**, membre du comité exécutif alors responsable du dossier itinérance.
- 17 avril 2019: **Rencontre de membres du conseil d'administration avec Nathalie Goulet**, membre du comité exécutif nouvellement responsable du dossier itinérance.

Bilan de l'an 1 du Plan d'action

- Janvier 2019: **Participation à un sondage de la Ville** sur les avancées des mesures prévues au Plan d'action.
- 23 janvier 2019: **Participation à la rencontre de présentation du bilan.**
- 11 février: **Rencontre avec Rosannie Filato.**



BILAN

Le RAPSIM a poursuivi tout au long de l'année son rôle de partenaire auprès de la Ville pour la réalisation de plusieurs mesures prévues dans son Plan d'action en itinérance 2018-2020. Lors de sa publication il y a 15 mois, le RAPSIM l'avait qualifié de plan « solide, ambitieux et pertinent », entre autres en raison de sa reconnaissance de la diversité des visages de l'itinérance et de ses cibles en logement social et en lutte au profilage social.

Lors de la rencontre de présentation du bilan de l'an 1 du Plan d'action de la Ville, le RAPSIM a réitéré son appui aux mesures identifiées dans celui-ci, mais a tenu à souligner que beaucoup de travail restait à faire. L'action de la Ville en itinérance se mène sur plusieurs fronts, avec une attention particulière mise sur la révision de la réglementation, les démarches de portraits par quartier, de portrait des SHU et le développement du logement social. Or, dégager les moyens nécessaires à l'atteinte de résultats concrets demeure un défi.

Pour cela, la Ville doit continuer de jouer son rôle de porte-parole des besoins montréalais auprès des autres paliers gouvernementaux afin d'obtenir les moyens nécessaires à l'atteinte de ses objectifs, notamment en matière de logement social avec soutien communautaire. En cohérence avec son plan d'action, elle doit également porter plus activement la vision globale de lutte à l'itinérance auprès de Québec et d'Ottawa, afin que cette approche soit maintenue dans les orientations qui guideront le déploiement du programme Vers un chez soi au Québec.

Politique de reconnaissance et de soutien des organismes communautaires de la Ville

En août 2018, le conseil municipal de la Ville de Montréal adoptait une Déclaration de reconnaissance et de soutien aux organismes communautaires montréalais. Cette Déclaration vise à reconnaître la contribution des organismes communautaires au développement de Montréal et engage la Ville à se doter d'une Politique de reconnaissance et de soutien des organismes communautaires. Pour ce faire, elle a mandaté le Service de la diversité sociale et des sports qui doit voir à son élaboration. Elle s'est aussi engagée à prévoir des mécanismes de consultation en vue d'une adoption en 2019.

Il est à noter qu'une telle politique existe déjà au niveau national, alors que le Québec se dotait en 2001 de sa Politique de reconnaissance et de soutien de l'action communautaire (PRAC).

PRINCIPALES ACTIONS MENÉES

- Février 2019 : **Réception de la première ébauche de la Politique envoyée par la Ville** aux regroupements montréalais.
- 26 février 2019 : **Tenue d'une assemblée organisée par les regroupements montréalais.**
- 13 mars 2019 : **Participation à une session de travail avec les commissaires sur l'ébauche de la Politique** avec d'autres regroupements montréalais.

BILAN

Dès le dévoilement de la Déclaration de reconnaissance, le RAPSIM et d'autres regroupements communautaires montréalais, dont le RIOCM, ont confirmé leur intérêt à participer à l'élaboration de la Politique de reconnaissance et ont partagé leurs attentes quant au processus de consultation.

En février, à la réception d'une première ébauche de Politique travaillée par la Ville, le RAPSIM et les autres regroupements ont mobilisé leurs membres respectifs dans le cadre d'une journée d'échange, à laquelle une centaine de personnes ont participé. Cette journée a fait ressortir l'écart entre les attentes des groupes communautaires présents et l'ébauche qui leur était présentée et a permis d'alimenter les regroupements en vue d'une rencontre avec les élu.e.s de la Commission sur le développement social.

Ainsi, lors de la session de travail avec la Commission sur le développement social, le RAPSIM et les autres regroupements ont pu transmettre un message commun, à savoir qu'il est nécessaire de mieux reconnaître la spécificité et l'autonomie des groupes, de mieux s'arrimer avec la PRAC et de clarifier davantage les processus et critères qui s'appliquent aux groupes qui souhaitent bénéficier des programmes de financement de la Ville.

Ce message semble avoir été bien entendu par les fonctionnaires et les élu.e.s de la Commission. Néanmoins, face à l'ampleur du travail qu'il reste à faire et aux demandes des regroupements, la Ville a finalement décidé de décaler son échéancier de travail. Les consultations publiques initialement prévues au printemps ont ainsi été reportées à l'automne prochain.

Cohabitation sociale et judiciarisation

EN DÉFENSE DU DROIT DE CITÉ

Les personnes en situation d'itinérance qui sont présentes dans l'espace public font fréquemment face à des pressions indues de différents acteurs visant à les déplacer et sont souvent victimes de profilage social. Bien que des progrès importants aient été faits depuis le début des années 2000, les organismes en itinérance continuent de constater une judiciarisation démesurée des personnes en situation d'itinérance, laquelle se traduit entre autres par la remise systématique de contraventions à ces personnes par les policiers et les agents de la STM. C'est pourquoi le RAPSIM travaille depuis plusieurs années à faire reculer ces pratiques discriminatoires en défendant le droit de cité de ces personnes.

EN 2018-2019, LE RAPSIM AVAIT POUR MANDAT :

D'accentuer son intervention en regard des pratiques de profilage social et de judiciarisation afin de marquer des gains et de faire reculer ces pratiques.

De mobiliser, documenter et intervenir activement pour que l'analyse de la réglementation et de son application prévue par la Ville soit menée avec son implication, celle de membres et partenaires clés.

De s'impliquer sur les enjeux de cohabitation sociale dans l'espace public pour y défendre le droit de cité, tant face aux projets d'aménagement urbain que dans le cadre du développement des interventions des organismes.

PRINCIPALES ACTIONS MENÉES

Général

- **Tenue de deux rencontres du comité Opération Droits Devant.** 26 participants issus de 13 groupes membres.
- **Participation à trois rencontres du comité sur la surveillance des pratiques policières** de la Ligue des droits et libertés.
- **Participation à deux rencontres de la Ville sur la démarche d'analyse de la réglementation.**
- 19 septembre 2019: **Envoi d'une lettre à Nathalie Goulet et Rosannie Filato**, alors respectivement responsables des dossiers de la sécurité publique et de l'itinérance au comité exécutif de la Ville de Montréal, en suivi de l'analyse de la réglementation.
- Novembre 2018: **Participation à une rencontre de l'Office de consultation publique de Montréal (OCPM) et dépôt d'une opinion** sur les enjeux de droit de cité dans le cadre du réaménagement de l'avenue McGill College.
- 5 novembre 2018: **Participation à l'organisation d'une conférence de presse sur les manquements du Bureau d'enquête indépendante (BEI)**, avec la LDL, la CRAP et la CSN.
- Décembre 2018: **Interventions lors de la présentation du Plan stratégique 2018-2021 du SPVM en matière de profilage social.**
- Avril 2019: **Dépôt d'une opinion à l'OCPM** sur les enjeux de droit de cité dans le cadre du réaménagement du secteur des Faubourgs.
- 24 avril 2019: **Envoi de questionnaires sur les enjeux de cohabitation dans l'espace public** aux membres du RAPSIM. Ces questionnaires s'inscrivent dans une démarche de documentation des pratiques de profilage social et de situations dans l'espace public.

- **Groupe de travail sur la cohabitation sociale**
- **Participation à quatre rencontres.**
- **Participation à quatre rencontres du sous-comité organisateur du Forum sur la cohabitation sociale.**
- **Comité accompagnement justice-itinérance (CAJI)**
- **Participation à deux rencontres.**

BILAN

Cette année, le RAPSIM a porté une attention particulière à la démarche d'analyse de la réglementation en cours à la Ville de Montréal, laquelle a été entamée l'an dernier. Alors que cet exercice est piloté par le contentieux de la Ville de Montréal et le SPVM, le RAPSIM et ses alliés avaient fait valoir qu'il était crucial que d'autres acteurs concernés soient parties prenantes de la démarche. Cela a en partie été accordé, alors que le RAPSIM, la Clinique Droits Devant, la LDL et la CDPDJQ jouent désormais le rôle d'aviseurs et sont tenus informés des développements effectués. Ils jouent un rôle de veille important sur cette démarche. Cependant, ils déplorent de ne pas avoir été invités à participer aux travaux du comité responsable de l'analyse de la réglementation.

Parallèlement, le SPVM a procédé cette année à la publication du Plan stratégique « Écouter, comprendre, agir » pour soutenir son personnel en matière de prévention du profilage racial et social. Comme il l'a souligné lors de la sortie du document en décembre dernier, le RAPSIM considère qu'il manque d'ambition. En plus de ne prévoir aucune sanction pour les agent.e.s qui commettraient du profilage, ce plan peine à reconnaître l'existence de ce phénomène, faisant davantage référence à la « perception de profilage » qu'au profilage lui-même. De plus, aucun réel mécanisme d'imputabilité n'y est proposé.

Cette année, l'Opération Droits Devant, le comité du RAPSIM qui s'intéresse aux enjeux de cohabitation sociale et de judiciarisation s'est rencontré à deux reprises. Les membres du RAPSIM qui le composent ont fait part de leur volonté de documenter les enjeux de cohabitation dans l'espace public. Cette impulsion a mené le RAPSIM à lancer cette démarche en avril dernier en envoyant des questionnaires à ses membres. Les réponses obtenues, de même que les discussions qui auront lieu au courant de l'été dans des groupes de réflexion, seront analysées et mèneront à la publication cet automne d'un 5e Portrait du RAPSIM sur la situation dans l'espace public.

Communications et diffusion de l'information

De façon continue, le RAPSIM fait appel à une panoplie de plateformes de communication afin de faire connaître ses positions, de faire progresser ses demandes, de mobiliser ses membres et de rejoindre ses partenaires et le grand public.

RÉSEAU-INFO

Le RAPSIM produit un bulletin de nouvelles, intitulé Réseau-Info, portant sur l'avancement de ses dossiers et pour partager ses réactions face aux enjeux d'actualité en itinérance. Ce bulletin, qui est notre principal outil de communication, est envoyé ponctuellement à 231 abonné.e.s parmi nos groupes membres et, selon l'objet traité, à d'autres regroupements communautaires ainsi qu'à des partenaires institutionnels et politiques. En 2018-2019, le RAPSIM a produit plus de 50 Réseaux-Info.

INTERVENTIONS MÉDIATIQUES

Le RAPSIM et ses positions ont fait l'objet d'une bonne couverture médiatique cette année, avec plus d'une centaine de mentions dans les médias traditionnels. Ces différentes interventions portaient sur plusieurs dossiers, dont le dénombrement des personnes itinérantes et nos demandes dans le cadre des élections provinciales et de la Nuit des sans-abri.

FIL DE PRESSE

Le RAPSIM produit deux fois par semaine une revue de presse compilant une sélection d'articles et de reportages au sujet de l'itinérance ou d'autres enjeux reliés à ce phénomène, comme le logement, la pauvreté ou la santé mentale. Ce fil de presse est envoyé à 185 abonné.e.s, dont des groupes membres et des partenaires.

MOT DU RAPSIM DANS L'ITINÉRAIRE

Cette année, le RAPSIM a continué de publier sa chronique bimensuelle dans le magazine L'Itinéraire. Cette rubrique permet d'aborder plusieurs enjeux liés à l'actualité en itinérance, de visibiliser les réalisations de nos membres et d'exprimer nos positions comme regroupement.

BABILLARD DU RAPSIM

Sur une base hebdomadaire, le RAPSIM envoie aussi un babillard afin de relayer à ses membres les activités, mobilisations et offres emplois de nos membres et groupes alliés.

RÉSEAUX SOCIAUX

En 2018-2019, le RAPSIM a maintenu une activité importante sur les réseaux sociaux. Sa page Facebook comptait, au 15 mai 2019, 4140 abonné.e.s, soit 818 personnes de plus que l'an dernier. Ses publications, et particulièrement celles qui relaient des articles de presse, sont fréquemment partagées.

Le RAPSIM est également actif sur Twitter, mais de façon plus modeste, l'utilisant principalement pour faire la promotion d'actions ou d'événements publics organisés par le regroupement.



SITE WEB

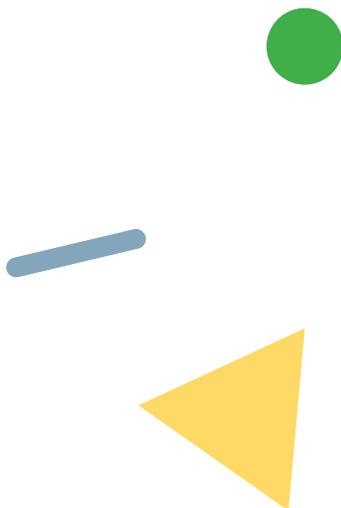
Le RAPSIM a continué d'alimenter son site web tout au long de l'année. Il se sert de cette plateforme pour diffuser des communiqués de presse et des documents d'analyse. Deux de ses publications importantes, à savoir son document « L'itinérance à Montréal : Au-delà des chiffres » et son répertoire des ressources en hébergement et en logement social, y sont aussi disponibles en version électronique. Cette année, le site web a comptabilisé 21 000 visites faites par 14 000 personnes différentes.

Parallèlement, le RAPSIM a maintenu une publication régulière sur le site Arrondissement.com en y diffusant ses communiqués de presse et d'autres textes. Plusieurs de ces publications ont été consultées des centaines de fois.

TRANSFERT DE CONNAISSANCES

Outre ses interventions médiatiques, le RAPSIM intervient lors de différents événements et activités pour y faire connaître ses positions. À celles déjà évoquées dans les différentes sections de ce bilan s'ajoutent les interventions suivantes :

- Mai 2018 : **Présentation lors de l'assemblée générale annuelle du Collectif pour un Québec sans pauvreté** sur l'analyse du Plan de lutte à la pauvreté avec un angle itinérance.
- Mai 2018 : **Présentation dans le cadre de l'IMFSA**, une association internationale d'étudiant.e.s en médecine, sur la santé comme déterminant de l'itinérance.
- Septembre 2018 : **Présentation au Comité consultatif de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale** (rattaché au MTESS) sur les travaux menés dans le cadre du Plan d'action interministériel en itinérance en lien avec le revenu et l'insertion.
- Novembre 2018 : **Présentation lors du Forum « Au-delà de la déjudiciarisation »**, organisé par la Clinique Droits Devant.
- Février 2019 : **Présentation lors du lancement de la revue de la LDL** sur la culture policière.
- Avril 2019 : **Présentation lors du colloque de la FLHLMQ** sur la prévention des évictions en logement social.
- Avril 2019 : **Présentation sur l'itinérance lors de la rencontre annuelle des Grands donateurs de Centraide** avec Sentier Urbain et En marge 12-17.



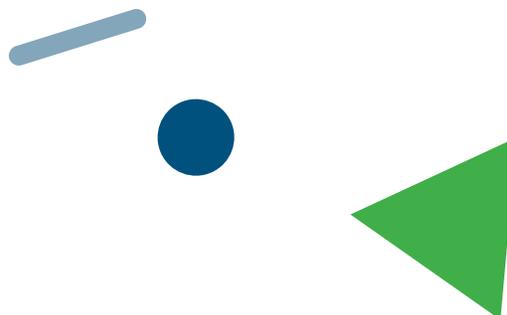
Vie associative

Le 5 juin 2018, ce sont 97 personnes en provenance de 55 groupes membres qui ont participé à l'assemblée générale annuelle (AGA) du RAPSIM. Le Plan d'action adopté à l'unanimité a permis d'orienter de façon solide les actions déployées sur différents axes par le RAPSIM.

En plus de la bonne présence à son AGA, le RAPSIM a pu bénéficier d'une grande participation de ses membres à son Forum « En santé pour prévenir et réduire l'itinérance », de même que lors des rencontres de ses trois comités permanents (Droit au revenu, Logement et Opération Droits Devant). Les membres se sont aussi impliqués sur les dossiers de l'itinérance des femmes et de la sauvegarde des maisons de chambres dans le cadre de comités ad hoc formés par le RAPSIM. Ses membres ont également participé de manière assidue aux rencontres des groupes de travail du Plan d'action intersectoriel.

De façon continue, les membres alimentent le travail de la permanence en lui partageant leurs connaissances, réalités et préoccupations. Ils interagissent avec elle par des communications régulières et l'accueillent dans leurs locaux lorsque le contexte s'y prête.

En 2018-2019, les membres ont consacré près de 3500 heures au déploiement de notre action. Cette implication active des membres constitue une force majeure pour le RAPSIM.



**PRÈS DE 3500 HEURES EN SOUTIEN
À L'ACTION DU RAPSIM!**

580 h AGA
du 5 juin 2018

660 h Participation au travail sur
différents dossiers, dont le
logement, la cohabitation et la
judiciarisation, le droit au revenu
et l'itinérance des femmes

950 h Conseil
d'administration

400 h Marche de la
Nuit des sans-abri

650 h Forum du 11 janvier
«En santé pour prévenir
et réduire l'itinérance»

50 h Accueil dans les locaux
de groupes membres

200 h Délégations aux rencontres
du RSIQ



CONSEIL D'ADMINISTRATION : UN RÔLE CENTRAL

Cette année, le RAPSIM a une de fois de plus pu compter sur l'implication soutenue des neuf membres de son conseil d'administration (c.a.) qui ont participé de façon assidue aux huit rencontres régulières. Ils ont alimenté le travail du RAPSIM sur différents axes du plan d'action et ont participé à plusieurs représentations importantes, dont des rencontres avec les ministres Duclos et McCann ainsi qu'avec les élu.e.s de la Ville, soit Rosannie Filato, Nathalie Goulet et Magda Popeanu. C'est par ailleurs grâce aux sollicitations effectuées par des membres du c.a. que le RAPSIM a pu agrandir ses rangs en accueillant deux nouveaux organismes membres cette année.

EN 2018-2019, LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DU RAPSIM ÉTAIT FORMÉ DE :

Martin Pagé*, président,
directeur général de Dopamine;

Véronique Houle*, vice-présidente,
directrice des opérations nationales
de Médecins du Monde;

Sylvie Boivin*, administratrice,
directrice générale de L'Anonyme;

Cécile Arbaud, trésorière,
directrice générale de Dans la rue;

Gabrielle Neamtan-Lapalme, secrétaire,
directrice générale adjointe de la SHAPEM;

Robert Mannigham, administrateur,
directeur général d'Atelier habitation Montréal.

Bernard Besancenot, administrateur,
agent de liaison avec la communauté de MultiCaf;

Julie Chevalier, administratrice,
directrice générale des Maisons de l'Ancre;

Jean-François St-Onge, administrateur,
directeur général de RAP Jeunesse.

* Membres du comité directeur du RAPSIM.

Les membres du c.a., et plus particulièrement son comité directeur et la présidence, ont aussi apporté un important appui à la direction et à l'équipe de travail.

L'année 2018-2019 a aussi été marquée par l'arrivée à la présidence de Martin Pagé, le directeur général de l'organisme Dopamine qui assumait jusqu'à l'an dernier le rôle de secrétaire au sein du c.a.

Cette année marque également le départ, exigé par nos règlements généraux après six années de mandat au conseil, de Véronique Houle qui assurait le poste de vice-présidente. Le RAPSIM la remercie pour sa précieuse implication.



ÉQUIPE DE TRAVAIL : AU CŒUR DE L'ACTION

L'équipe de travail est au cœur de l'action du RAPSIM alors que l'ensemble des mesures prévues au plan d'action relève de son engagement soutenu. Cette année, elle a connu quelques changements.

En août, le RAPSIM accueillait Julie Nicolas comme organisatrice communautaire contractuelle. En poste pendant six mois, Julie a contribué au déploiement de notre action en effectuant des tâches de communication, de rédaction, d'organisation d'évènements et de mobilisation des membres. Nous la remercions pour son travail.

AU 15 MAI 2019, L'ÉQUIPE DE TRAVAIL DU RAPSIM ÉTAIT COMPOSÉE DE :

Pierre Gaudreau, directeur

Alice Lepetit, organisatrice communautaire

Guillaume Legault, organisateur communautaire

Nadia Lemieux, organisatrice communautaire

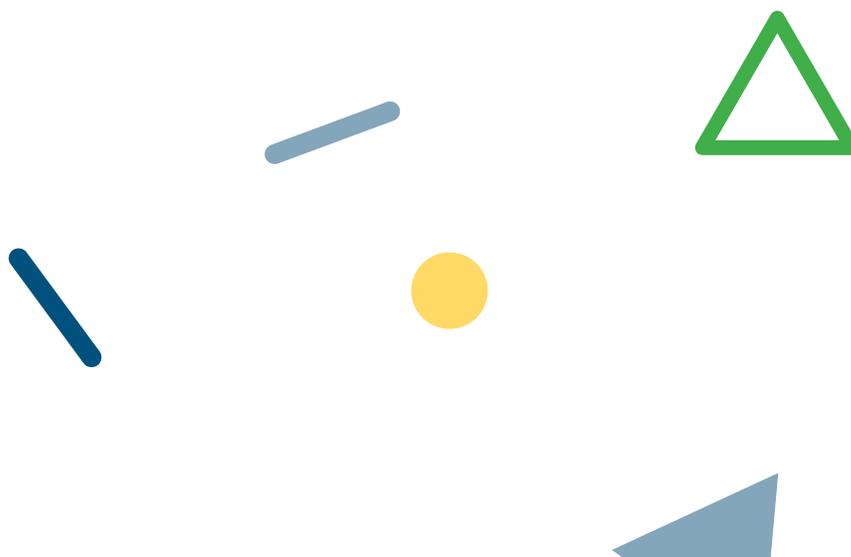
En mars, Élise Solomon annonçait qu'elle quittait le RAPSIM après près de trois ans comme organisatrice communautaire responsable des dossiers de la cohabitation et de la judiciarisation, de même que de l'itinérance des femmes. Nous la remercions une fois de plus pour sa grande contribution au développement de l'action du RAPSIM.

Nadia Lemieux, embauchée en janvier, a donc pris la relève sur les dossiers de la cohabitation et de l'itinérance des femmes.

Le RAPSIM a pu continuer de compter sur le travail assidu d'Alice Lepetit, responsable des dossiers du droit au revenu et du logement, et de Guillaume Legault, responsable des dossiers de l'itinérance jeunesse et de la santé.

Cette année, cela fait 16 ans que Pierre Gaudreau est à la direction du RAPSIM.

Enfin, Anne Meunier, contractuelle, a continué d'apporter son soutien à la comptabilité régulière de l'organisme, comme elle le fait depuis plus de sept ans.



SYNDICALISATION AU RAPSIM

Le lundi 14 janvier 2019, les travailleuses et les travailleurs du RAPSIM déposaient une première requête en accréditation syndicale auprès de la Confédération des Syndicats Nationaux (CSN). Les travailleuses et les travailleurs du RAPSIM ont obtenu la reconnaissance de leur accréditation syndicale de la part du Tribunal Administratif du Travail le 15 février 2019. À compter de cette date, ils ont solidairement joint les rangs du Syndicat des Travailleuses et des Travailleurs en Intervention Communautaire de la CSN (STTIC-CSN).

MEMBERSHIP : DEUX NOUVELLES ADHÉSIONS

Au 15 mai 2019, le RAPSIM compte 110 membres, un record depuis sa fondation il y a 45 ans! L'implication soutenue et l'engagement de ses membres depuis de nombreuses années est un atout inestimable pour le RAPSIM. Nous remercions chacun d'entre eux.

Cette année, deux organismes ont joint les rangs du RAPSIM comme membres réguliers: PACT de rue, qui effectue du travail de rue auprès des jeunes de 12 à 25 ans dans sept quartiers du Nord de Montréal, et L'Antre-Jeunes de Mercier-Est, qui opère deux maisons des jeunes et effectue du travail de rue et de milieu en HLM. Nous leur souhaitons à nouveau la bienvenue et sommes heureux de pouvoir compter sur leurs expériences et connaissances.



ESPACE FULLUM

Depuis cinq ans, le RAPSIM est un locataire satisfait de La Traversée à l'Espace Fullum. En plus d'y tenir les bureaux de sa permanence, le RAPSIM tient régulièrement des activités dans d'autres locaux du bâtiment. Le RAPSIM constate cependant qu'il manque d'espace pour son équipe et ses rencontres.

FINANCEMENT : UNE ANNÉE DE CONSOLIDATION ET DE DÉVELOPPEMENT

Le RAPSIM a pu mener son action en 2018-2019 grâce à l'appui financier de différentes sources, dont celle, majeure, de Centraide du Grand Montréal. Le soutien continu de Centraide constitue un apport précieux pour le RAPSIM qui peut compter sur son appui depuis plus de 30 ans afin de mener à bien ses actions pour lutter contre l'itinérance.

Le gouvernement du Québec, par l'entremise du PSOC, a aussi apporté un soutien important au RAPSIM à travers son financement à la mission, auquel s'est ajouté un financement ponctuel du service régional des activités communautaires et de l'itinérance du CCSMTL pour son travail sur le déploiement du Plan d'action intersectoriel 2015-2020 en itinérance. Le gouvernement fédéral a également soutenu notre action dans le cadre de la SPLI 2016-2019.

En 2018-2019, le RAPSIM a également pu bénéficier d'un important soutien de la part de la Ville de Montréal, pour son travail en lien avec le déploiement du Plan d'action montréalais en itinérance.

Enfin, les membres apportent aussi un appui financier important au RAPSIM en versant leur cotisation annuelle et en contribuant aux frais de certaines rencontres et activités. Des communautés religieuses et des syndicats nous offrent également leur appui.



ANNEXE 1

Membres

Abri de l'espoir
Action-Autonomie
Action Jeunesse de l'Ouest de l'île (AJOI)
Action-réinsertion / Sac-à-dos
Anonyme
Armée du Salut – Centre Booth *
Arrêt-Source
Association Bénévole Amitié
ADDS (Association pour la défense des Droits sociaux du Montréal Métropolitain)
Association d'entraide Le Chaînon
Association logement Amitié
Atelier d'Habitation de Montréal
Auberge du cœur – Le Tournant
Auberge communautaire du Sud-ouest
Auberge Madeleine
Avenue hébergement communautaire
À deux mains/Head and Hands
Bâtir son quartier
Bureau consultation jeunesse (BCJ)
Brin d'Elles
CACTUS Montréal
C.A.S.A. Bernard-Hubert *
Centre associatif polyvalent d'aide Hépatite C (CAPAHC)
CAP St-Barnabé
Centre communautaire La Petite-Côte
Centre d'écoute - Face à face
Carrefour familial Hochelaga
Centre d'amitié Autochtone
Centre de jour St-James
Centre de soir Denise-Massé
Centre NAHA
Chambreclerc
Chez Doris
Christ Church Cathedral *
Cirque Hors Piste
Clinique Droits Devant
CIUSSS du Centre-Sud-de-l'île-de-Montréal (CLSC des Faubourgs) *
Comité BAILS
Comité logement Ville-Marie
Comité social Centre-Sud
Dans la rue
Dauphinelle
Dîners Saint-Louis
Dianova Canada
Diogène
Dopamine
En Marge 12-17
Entraide-Logement Hochelaga-Maisonnette
Escale Famille le Triolet
Exeko
Foyer des jeunes travailleurs et travailleuses de Montréal
GEIPSI (Groupe d'Entraide à l'Intention des Personnes Séropositives et Itinérantes)
Groupe CDH
G.I.T. (Groupe Information Travail)
Groupe Paradoxe
Habitations L'Escalier de Montréal
Habitations populaires de Parc-Extension (HAPOPEX)
Habitations du Réseau de l'Académie (RESAC)
Information alimentaire populaire Centre-Sud
Infologis de l'Est de l'île de Montréal
L'Antre-Jeunes de Mercier-Est
Le Boulot Vers
Les Valoristes
L'Itinéraire
Logifem
Logis Phare
Logis Rose-Virginie
Maison des Amis du Plateau Mont-Royal
Maison du Partage d'Youville
Maison du Pharillon
Ma Chambre

Maison Benoît-Labre
Maison Grise de Montréal
Maison d'Hérelle
Maison Lucien-L'Allier
Maison Marguerite de Montréal
Maison l'Exode
Maison St-Dominique
Maison St-Jacques
Maison Tangente
Maisons de l'Ancre
Médecins du Monde
Méta d'Âme
Mission Saint-Michael's
MultiCaf
Œuvres St-Jacques

PACT de rue

P.A.S. de la rue
Passages
PIAMP (Projet d'intervention auprès
des mineur-es prostitué-es)
Plein Milieu
Projets Autochtones du Québec
Projet Genèse
RAP Jeunesse
Refuge des Jeunes de Montréal
Réseau Habitation Femmes (RHF)
Ressources Jeunesse de Saint-Laurent
REZO – Santé et mieux-être des hommes gais
et bisexuels
Rue des Femmes de Montréal
Sentier Urbain
Service d'hébergement Saint-Denis
SHAPEM
Société Saint-Vincent-de-Paul
Spectre de rue
Stella, L'amie de Maimie
Sidalys

TRAC (Travail de rue Action communautaire)
Villa Exprès pour toi
YMCA du Québec – Premier arrêt et Dialogue
Y des Femmes de Montréal

* Groupe associé

Nouveaux membres 2018-2019 en caractères gras

ANNEXE 2

Comité directeur montréalais du plan d'action interministériel en itinérance

COMITÉ DIRECTEUR

GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Centre hospitalier de l'Université de Montréal (CHUM)

Centre universitaire de santé de McGill (CUSM)

Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux du Centre-Sud-de-l'île-de-Montréal :

- Direction du programme jeunesse
- Direction régionale de la santé publique
- Direction santé mentale et dépendance
- Partenariat et soutien à l'offre de service
- Service régional des activités communautaires et de l'itinérance

CIUSSS de l'Est-de-l'Île-de-Montréal

CIUSSS de l'Ouest-de-l'Île-de-Montréal

CIUSSS du Centre-Ouest-de-l'Île-de-Montréal

CIUSSS du Nord-de-l'Île-de-Montréal

Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale

Ministère de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion

Ministère de la Justice

Ministère de l'Éducation, des Loisirs et des Sports

Ministère de la Sécurité Publique, Réseau correctionnel de Montréal

Secrétariat à la région métropolitaine, ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire

Secrétariat aux affaires autochtones du ministère de Conseil exécutif

VILLE DE MONTRÉAL

Cour municipale

Direction de l'habitation

Direction de la diversité sociale

Service de Police de la Ville de Montréal (SPVM)

Commissaire aux personnes en situation d'itinérance

ORGANISATIONS

Mouvement pour mettre fin à l'itinérance de Montréal (MMFIM)

Réseau d'aide aux personnes seules et itinérantes de Montréal (RAPSIM)

Société Makivik

COMITÉ EXÉCUTIF

CIUSSS du Centre-Sud-de-l'île-de-Montréal, Service régional des activités communautaires et de l'itinérance

Direction de la diversité sociale de la Ville de Montréal

Réseau d'aide aux personnes seules et itinérantes de Montréal (RAPSIM)

ANNEXE 3

Composition de l'Opération Droits Devant (ODD)

MEMBRES DU RAPSIM

L'ADDS-MM
L'Anonyme
CACTUS Montréal (PLAISIIRS)
Chez Stella
Clinique Droits Devant
Dans la rue
Dîners St-Louis
Dopamine
GEIPSI
Méta D'Âme
Passages
P.A.S. de la rue
Plein Milieu
Le Refuge des jeunes
REZO
Spectre de rue
YMCA – Dialogue
YMCA – Premier arrêt

NON-MEMBRES

AQPSUD
Projet Logement Montréal

ANNEXE 4

Membres du Comité Logement du RAPSIM

MEMBRES DU RAPSIM

Atelier Habitation Montréal
Auberge communautaire du Sud-Ouest
Auberge Le Tournant
L'Avenue Hébergement communautaire
Association Logement Amitié
Bâtir son quartier
Bureau de consultation jeunesse
Dans la rue
En Marge 12-17
Les Habitations du Réseau de l'Académie (RESAC)
HAPOPEX
Logis Rose-Virginie
L'Itinéraire
GEIPSI (Groupe d'entraide à l'intention
des personnes séropositives et itinérantes)
Groupe CDH (Groupe Conseil en Développement
de l'Habitation)
Maison grise de Montréal
Maison Marguerite
Passages
Refuge des Jeunes
Réseau Habitation Femmes
Ressources jeunesse de Saint-Laurent
SHAPEM (Société d'habitation populaire
de l'Est de Montréal)
Y des femmes

ORGANISMES NON-MEMBRES

Action Solidarité Grand Plateau (ASGP)

ANNEXE 5

Membres du Comité Droit au revenu du RAPSIM

Action-Réinsertion / Le Sac à Dos
Auberge Le Tournant
CIUSSS du Centre-Sud-de-l'île-de-Montréal
GEIPSI
Groupe Information Travail (GIT)
L'Itinéraire
Maison Benoît Labre
MultiCaf
P.A.S. de la rue
Projet Genèse
Y des Femmes

ANNEXE 6

Délégations et participation du RAPSIM et de ses membres

Comité de liaison sur les partenariats : CIUSSS du Centre-Sud-de-l'Île-de-Montréal (Service régional) – Organismes

Alice Lepetit

Délégations aux rencontres du RSIQ

Bernard Besancenot, MultiCaf
Bernard St-Jacques, Clinique Droits Devant
Caroline Dufour, Dans la rue
Cécile Arbaud, Dans la rue
Charlotte Biddle-Bocan, Passages
France Labelle, Refuge des Jeunes de Montréal
François Villemure, L'Avenue Hébergement communautaire
Johanne Cooper, Maison Tangente
Julie Chevalier, Maisons de l'Ancre
Julien Montreuil, L'Anonyme
Marianne Bousquet, Y des Femmes
Marika Vazquez Tagliero, Coopérative Les Valoristes
Martin Pagé, Dopamine
Mélanie Walsh, Auberge Madeleine
Olga Pinkhasov, YMCA
Pierre Gaudreau, RAPSIM
Robert Brunet, ADDS-MM
Sandhia Vadlamudy, CACTUS
Sylvie Boivin, L'Anonyme

Comité d'analyse des projets de la Stratégie des partenariats de lutte contre l'itinérance

Pierre Gaudreau, Robert Théorêt

Comité d'analyse des fonds en soutien communautaire (enveloppe NSA)

Alice Lepetit

Comité d'analyse des fonds en soutien communautaire (enveloppe SRA)

Alice Lepetit

ANNEXE 7

Couverture médiatique du RAPSIM

| Date | Média | Sujet |
|------------------------|--|--|
| Mai | 1: Bulletin de la Ligue des droits et libertés - Dossier Droit au logement | Logement |
| 24 mai | 2: La Presse + (web) | Profilage social et abus policier |
| 26 mai | 7: Sites web: Le Soleil, La Tribune, Le Nouvelliste, Le Droit, Le Quotidien, La Voix de l'Est, Bulletin du RQOH | La table est mise - Lettre ouverte sur l'orientation des fonds de la SPLI |
| 1, 4 juin | 3: Le Devoir (papier, web, numérique) | Maisons de chambres |
| 11, 12, 20 juin | 7: TVA (Télé, web), Journal de Montréal (web), Métro, (papier, web), Huffington Post | Annnonce de l'orientation des fonds fédéraux en itinérance Vers un chez soi |
| 11 juin | 1: 24 heures (web) | Annnonce du soutien de la ville aux organismes en itinérance |
| 12 juillet | 3: Le Devoir (papier, web, numérique) | Le Centre d'aide aux itinérants « Le toit Rouge » menacé de fermeture |
| 19 juillet | 1: Urbania (web) | Cohabitation (projet de chariots sécurisés) |
| 6 août: | 2: SRC Télé, TJ Montréal | Campement de sans-abri |
| 14 août: | 2: La Presse + (web) | Vivre dehors, mourir à petit feu |
| 16 août, 13 et 28 sept | 6: Métro (papier, web, CTV, Huffington Post, La Presse web/Plus) | Élections du 1er octobre: Demandes en itinérance |
| 4, 6 octobre | 4: V Télé, Le Devoir (papier, web, numérique) | Impacts de la réglementation entourant la Marijuana dans l'espace public sur les personnes itinérantes |
| 18-23 octobre | 18: Métro (papier, web), Huffington Post (web), Ici Radio-Canada International (radio, web), Présences autochtones (FB live et web), Le 15-18 (radio, web), Presse canadienne/NTR, CKUT (radio, web), CityNews Montreal (télé, web), Le Devoir (papier, web), La Presse + et web, 2e Métro (papier, web), Montreal Gazette, L'Actualité (web), Radio-Canada (web), The Link (web) Radio Ville-Marie (radio, web) | Nuit des sans-abri: Actions à mener par le nouveau gouvernement |

| | | |
|--------------------|---|---|
| 25 octobre | 1: Global News (télé) | Stratégie 12000 logements Ville |
| 5 novembre | 9: Le Devoir, Le Journal de Montréal, Le 24 heures, (web, numérique, papier), RDI, The Gazette | Entraves au travail du Bureau d'enquête indépendante |
| 29 novembre | 4 : Journal Métro (Web), The Gazette (Web), CTV News, suburban (Web) | Action sur l'Aide sociale dans le cadre de la campagne de Projet Genèse |
| Décembre | 1: Bulletin de la Ligue des droits et libertés - Dossier La police au Québec: Intouchable ? | Quand les problèmes sociaux se retrouvent dans la cour de la Police |
| 13 et 20 décembre | 5: 24h /Journal de Montréal (Web/papier), TVA nouvelles (Télé, Web) | Débordement des refuges |
| 20 janvier | 2: La Presse + (web) | Les bibliothèques, ces nouveaux refuges |
| 1er février | 1: Urbania | Guide de savoir-vivre envers les itinérants |
| 15 février | 2: 24 heures (papier, Web) | Des laissées pour compte au Royal Victoria |
| 19 février | 2: Le Devoir (papier, Web) | Quand les problèmes sociaux se retrouvent dans la cour de la Police |
| 23 mars au 2 avril | 16: La Presse + (web), Le Métro (Chronique de Judith Lussier), demande d'Ensemble Montréal (6), Le Devoir (papier/numérique), 95,1/15-18, Dutrisac, Radio-Canada international, L'actualité, La Presse canadienne/La Presse web, Radio-Canada, TVA Nouvelles/LCN, TJ Montréal, CTV News, Canal M (Radio - Émission Vues & Voix) | Réactions à la sortie des données du 2ème dénombrement de l'itinérance à Montréal |
| 4 avril | 2: Métro (Papier + web) | Portraits de l'itinérance dans les quartiers |
| 9 avril | 1: SRC Radio Régina (émission Pour faire un monde) | Entrevue sur Vers un chez soi |
| 12 avril | 1: CBC Radio Montréal | Les pratiques du SPVM en situation de crise |
| 13 avril | 2: The Gazette (papier, web) | Converge itinérance Montréal/ divergence avec le RAPSIM |
| 29 avril | 1: Huffington Post | Lettre ouverte du RAPSIM sur le droit à la santé |

ANNEXE 8

Chroniques dans L'itinéraire

| Date | Titre |
|--------------------------------|--|
| 1 ^{er} juin 2018 | Maisons de chambres : des logements essentiels |
| 15 juin 2018 | Favoriser l'accès aux soins de santé |
| 1 ^{er} juillet 2018 | Des membres mobilisés ! |
| 15 juillet 2018 | Ottawa a fait un bon choix |
| 1 ^{er} août 2018 | Une itinérance à l'échelle de la ville |
| 15 août 2018 | Politique nationale : un outil pertinent dans la prochaine campagne électorale |
| 1 ^{er} septembre 2018 | Élections : de la brique, du béton et de l'intervention |
| 15 septembre 2018 | Élections : S'engager pour contrer l'itinérance |
| 1 ^{er} octobre 2018 | Le vrai nombre de sans-abri ? |
| 15 octobre 2018 | Une nuit : peu et beaucoup à la fois |
| 1 ^{er} novembre 2018 | Le gouvernement Legault et l'itinérance |
| 15 novembre 2018 | La table est bien mise |
| 1 ^{er} décembre 2018 | Itinérance : des dangers tout au long de l'année |
| 15 décembre 2018 | Vivement des enquêtes indépendantes sur la police |
| 1 ^{er} janvier 2019 | Une vision et des actions pour 2019 |
| 15 janvier 2019 | Qui aura un chez soi ? |
| 1 ^{er} février 2019 | Le Royal Victoria en réponse ? |
| 15 février 2019 | 20 ans de solidarité |
| 1 ^{er} mars 2019 | Problèmes de santé : cause ou conséquence de l'itinérance ? |
| 15 mars 2019 | Québec doit investir pour contrer l'itinérance |
| 1 ^{er} avril 2019 | L'itinérance cachée : un phénomène bien réel |
| 15 avril 2019 | 2 ^{ème} dénombrement : même polaroid imparfait de l'itinérance |
| 1 ^{er} mai 2019 | <i>Vers un chez soi</i> : 23 M \$ en réponses aux besoins |
| 15 mai 2019 | Quelle place pour les maisons de chambres à Montréal en 2019 ? |

ANNEXE 9

Liste des sigles et abréviations

| | |
|--|--|
| BEI : Bureau des enquêtes indépendantes | PSOC : Programme de soutien aux organismes communautaires |
| CAJI : Comité accompagnement justice itinérance | RAMQ : Régie de l'assurance maladie du Québec |
| CAQ : Coalition Avenir Québec | RCLALQ : Regroupement des comités logement et associations de locataires du Québec |
| CDPDJQ : Commission des Droits de la Personne et des Droits de la Jeunesse du Québec | RAPSIM : Réseau d'aide aux personnes seules et itinérantes de Montréal |
| CIUSSS : Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux | RIOCM : Regroupement intersectoriel des organismes communautaires de Montréal |
| CCSMTL : CIUSSS du Centre-Sud-de-l'Île-de-Montréal | RSIQ : Réseau SOLIDARITÉ itinérance du Québec |
| CEMTL : CIUSSS de l'Est de l'Île-de-Montréal | RAIIQ : Réseau d'aide aux itinérants et itinérantes de Québec |
| CHUM : Centre hospitalier de l'Université de Montréal | RAMQ : Régie de l'assurance maladie du Québec |
| CRAP : Coalition contre la Répression et les Abus Policiers | SHDM : Société d'habitation et de développement de Montréal |
| CSN : Confédération des syndicats nationaux | SHU : Services d'hébergement d'urgence |
| CUSM : Centre universitaire de santé de McGill | SNL : Stratégie nationale sur le logement |
| DI-TSA : Déficience intellectuelle et trouble du spectre de l'autisme | SPLI : Stratégie des partenariats de lutte contre l'itinérance |
| DRSP : Direction régionale de la santé publique | SPVM : Service de police de la Ville de Montréal |
| FLHLMQ : Fédération des locataires d'habitations à loyer modique du Québec | SRA : Stabilité résidentielle avec accompagnement |
| FOHM : Fédération des OSBL d'habitation de Montréal | STM : Société de transports de Montréal |
| FRAPRU : Front d'action populaire en réaménagement urbain | UQAM : Université du Québec à Montréal |
| GRT : Groupe de ressources techniques | QS : Québec Solidaire |
| LDL : Ligue des Droits et Libertés | VCS : Vers un chez soi |
| LGBTQ+ : Lesbiennes, Gays, Bis, Trans, Queer et + | |
| MSSS : Ministère de la Santé et des Services sociaux | |
| MTESS : Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale | |
| MMFIM : Mouvement pour mettre fin à l'itinérance à Montréal | |
| NPD : Nouveau Parti Démocratique | |
| NSA : Nuit des sans abri | |
| NSA : Niveau de soins alternatifs | |
| OCPM : Office de consultation publique de Montréal | |
| ODD : Opération Droits Devant | |
| OMHM : Office municipal d'habitation de Montréal | |
| PAJIC : Programme accompagnement justice à la Cour | |
| PRAC : Politique de reconnaissance et de soutien de l'action communautaire | |



RAPSIM
Réseau d'aide aux personnes seules
et itinérantes de Montréal



Centraide
du Grand Montréal

📍 1431, rue Fullum, suite 203
Montréal, Québec H2K 0B5
☎ 514 879-1949
✉ info@rapsim.org

rapsim.org  